



Partenaires en Population et Développement (PPD)

Une Organisation Intergouvernementale  
Pour la Promotion de la Coopération Sud-Sud



# RAPPORT ANNUEL 2020



## AVANT-PROPOS

L'année 2020 a été une année exceptionnelle du moment qu'elle a été marquée par la propagation de la pandémie de la COVID-19 qui a frappé le monde entier de plein fouet, tout en nous imposant des restrictions de circulation et transformant notre vie en un nouveau mode communément connu sous le nom de « Nouvelle Normalité ».

En effet, le monde ne cesse d'être en proie à de nouveaux défis, considérés comme indésirables et difficiles à relever, et ce suite à l'apparition de la pandémie de la COVID-19 qui sévit à l'échelle mondiale et de manière jamais connue auparavant. Dans le même ordre d'idées, ces défis ont généré une situation d'incertitude et installé un climat de doute quant à la possibilité de réaliser les OOD escomptés, dans le secteur de la santé, et la capacité de pouvoir honorer les engagements pris lors du Sommet de Nairobi par rapport à l'agenda 2030. En outre, la crise sanitaire mondiale nous exhorte à lancer un appel d'urgence afin d'agir, voire redoubler d'efforts, pour faire face à cette nouvelle situation alarmante, et n'épargner aucun effort pour nous rétablir de ce risque d'effondrement et de sauvegarder ce progrès, réalisé au prix d'un dur labeur. Ce salut passe, inexorablement, par la réduction des cas de décès maternels, infantiles et juvéniles, la limitation des besoins non satisfaits en services de PF et de SR, l'amélioration de la santé des femmes et l'autonomisation qui offre plus de choix en faveur de la famille. Nous sommes, là, devant un moment crucial et décisif, pour mettre en œuvre des politiques et des programmes innovants et pourvoir davantage de ressources financières qui nous permettent de répondre aux exigences de la crise post COVID-19. Une fois conjugués, la Coopération Sud-Sud, la solidarité mondiale et les programmes de partenariat peuvent être d'un grand apport et nous aider à dépasser les répercussions de cette crise.



A l'instar de toutes les organisations internationales et inter-gouvernementales, Partenaires en Population et en Développement (PPD), a révisé son plan de travail 2020, qui avait été adopté lors de la 24ème réunion du Conseil d'Administration tenue à Tunis, et qui a servi de base pour enclencher la première année de mise en œuvre de son nouveau plan stratégique quinquennal 2020 -2024. Dans ce contexte, plusieurs activités ont dû être annulées alors que beaucoup d'autres ont été reportées. Cependant, le Secrétariat du PPD, soutenu par ses pays membres et par le FNUAP, a réussi à réaliser des actions concrètes en termes de documentation des meilleures pratiques, et ce en matière de santé sexuelle et reproductive, de population et de développement, d'organisation de réunions de groupes de travail nationaux. Grâce à la tenue de tous ces événements, les responsables du PPD ont pu évaluer les progrès réalisés, pour ce qui est de la mise en œuvre des engagements pris lors du Sommet de Nairobi, et auxquels il faudrait ajouter les réunions tenues avec succès autour du thème de la gouvernance.

Le PPD se félicite d'annoncer que la 25ème réunion du Conseil d'Administration s'est achevée par l'élection du gouvernement sud-africain, représenté par S.E. Mme Lindiwe Zulu, MP, Ministre du Développement Social, au poste de nouveau Président du Conseil d'Administration du PPD, et ce pour la période 2021-2023. En outre, la 17e Conférence Internationale Interministérielle sur la Coopération Sud-Sud en matière de population et de développement, qui s'est tenue virtuellement, a vu la participation de ministres, hauts fonctionnaires, représentants de partenaires, experts et de jeunes militants pour examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements de Nairobi et des points figurant sur l'Agenda 2030 au niveau national. Les organisateurs de la 17e Conférence Internationale Interministérielle sur la Coopération Sud-Sud en matière de population et de développement ont exhorté les participants à s'engager davantage dans le processus de coordination et des programmes de partenariat et de Coopération Sud-Sud (CSS) pour vaincre les retombées de la crise post COVID-19.

Il est également très gratifiant de voir notre programme de partenariat, aussi bien avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) que le Fonds Chinois d'Assistance à la Coopération Sud-Sud (FCACSS), ne cesse de se consolider afin de nous permettre d'atteindre les objectifs fixés dans les programmes d'action respectifs, et ce malgré les contraintes imposées par la pandémie. En outre, le nouveau protocole d'accord, signé pour la première fois entre le PPD et la Ligue des États Arabes, vient renforcer et impulser davantage les programmes et les activités de Coopération Sud-Sud entre tous les pays arabes.



Je souhaiterais, à ce stade, exprimer mes plus sincères remerciements et exprimer ma plus profonde gratitude à notre Comité Exécutif et aux Membres du Conseil d'Administration, pour leur esprit de leadership sans égal, dans la gestion de la pandémie de COVID 19, comme en témoignent les différentes expériences conduites dans leurs pays respectifs, ainsi que pour leur engagement inconditionnel envers la promotion de la Coopération Sud-Sud. Nos remerciements et toute notre appréciation sont également adressés aux Coordinateurs des Pays Partenaires pour leur soutien continu et intarissable au Secrétariat, ainsi que pour leur assistance et leur aide précieuse lors de la conduite des activités du PPD dans leurs pays respectifs. Je souhaite également remercier, de tout cœur, nos partenaires du FNUAP, du FCACSS et de l'ONUCSS pour avoir renouvelé leur confiance dans le Secrétariat du PPD et pour avoir œuvré conjointement, tout au long de l'année 202, pour que nous pussions, tous ensemble, atteindre nos objectifs communs.

C'est un immense privilège, qui m'échoit personnellement, que de présenter le rapport annuel 2020 de Partenaires en Population et Développement (PPD), et ce devant les Membres du Conseil d'Administration, les Coordinateurs des Pays Partenaires (CPP), nos partenaires de développement internationaux et à toutes les organisations et personnes engagées dans la promotion du processus de la Coopération Sud-Sud (CSS), et ce en matière de santé reproductive, de population, de développement et de questions connexes à travers le monde. Avant de conclure, je tiens également remercier mes collègues du Secrétariat Permanent du PPD à Dhaka, au Bangladesh, ceux du Bureau Régional pour l'Afrique (PPD/ARO) à Kampala, en Ouganda ainsi que ceux du Centre Technique Chinois (CTC) à Taicang, en Chine.

**Adnene Ben Haj Aissa**  
Directeur Exécutif



## EXECUTIVE COMMITTEE MEMBERS



### **Président: Chine**

#### **H.E. Dr. Li Bin**

Hon. Vice-Présidente, Conférence Consultative et Politique en République Populaire de Chine (CPPCC),  
Gouvernement de la République Populaire de Chine



### **Vice-Président: Inde**

#### **H.E. Mr. Harsh Vardhan**

Hon. Ministre de l'Union pour la Santé et le Bien-Etre de la Famille  
Gouvernement de la République de l'Inde



### **Secrétaire: Afrique du Sud**

#### **H.E. Ms. Lindiwe Zulu, MP**

Hon. Ministre du Développement Social,  
Gouvernement de la République de l'Afrique du Sud



### **Trésorier: Tunisie**

#### **Prof. Dr. Habib Ghedira**

Hon. Président Directeur Général, de l'Office National de la famille et de la Population,  
Ministère de la Santé, Gouvernement de la République Tunisienne



### **Pays Hôte Membre: Bangladesh**

#### **H.E. Mr. Zahid Maleque, MP**

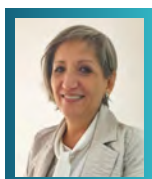
Hon. Ministre de la Santé et du Bien-Etre de la Famille, Gouvernement de la République Populaire du Bangladesh



### **Membre: Bénin**

#### **H.E. Professor Benjamin I. B. Hounkpatin**

Hon. Ministre de la Santé  
Gouvernement de la République du Bénin



### **Membre: Mexique**

#### **Dr. Gabriela Rodriguez Ramirez**

Hon. Secrétaire-Général  
Conseil National de la Population (CONAPO)  
Ministère de l'Intérieur, Gouvernement du Mexique



### **Membre: Zimbabwe**

#### **H.E. Dr. C. Chiwenga**

Hon. Vice Président  
Gouvernement de la République du Zimbabwe



# TABLE DES MATIERES

Sommaire	Page
A propos du PPD .....	1
Plaidoyer et élaboration des politiques préconisées .....	3
Promotion de la Coopération Sud-Sud à travers le plaidoyer et le réseautage .....	13
Nouveaux Membres .....	14
Gestion des connaissances, Documentation et partage des meilleures pratiques, y compris les moyens de communication .....	16
Renforcement des Capacités .....	20
Promotion de la Coopération Sud-Sud .....	24
Renforcer le Réseautage et le Partenariat Stratégique .....	27
Renforcer la Capacité de Gestion du PPD .....	29
Renforcer des capacités institutionnelles du Secrétariat PPD .....	29
Réalisations administratives .....	31
Améliorer le Système de Gestion Financière du Secrétariat PPD .....	33
Gouvernance et Orientations Stratégiques .....	33
Programmes mis en œuvre par le Bureau Régional PPD pour l'Afrique .....	36
Introduction 38	
La 10 <sup>ème</sup> Réunion de Coordination pour le Réseau de la Santé Reproductive en Afrique de l'Est (EARHN) .....	37
Réunion du Réseau des Comités Parlementaires Africains pour la Santé (NEAPACOH) .....	37
Réunion de Suivi avec les Parlementaires Ougandais pour la Mise en Oeuvre des Engagements du NEAPACO .....	38
Dialogue Multi-Sectoriel sur le ICPD@25 Ouganda: Suivi des Engagements pris lors du Sommet de 2019 à Nairobi .....	38
Méthodologie de suivi des ressources harmonisée en matière de planning familial pour l'Ouganda	39
Accueil de la réunion des partenaires de l'AFP, du 2 au 6 mars 2020 au Speke Resort Munyonyo, en Ouganda .....	39
Atelier d'apprentissage sur l'innovation en matière de santé maternelle et infantile en Afrique .....	40
Conférence Canadienne sur la Santé Mondiale .....	40
69 <sup>ème</sup> Conférence des Ministres de la Santé ECSA-HC .....	40
Programmes mis en oeuvre par le Bureau PPD Chine .....	41
Annexes	
Annexe - 1 : Appel A L'action Inter-Ministeriel 2020 .....	44
Annexe - 2 : Memberes du Conseil .....	48
Annexe - 3 : Coordinateurs des Pays Partenaires (CPPs) .....	51
Annexe - 4 : Personnel PPD .....	52



## A PROPOS DU PPD

Partenaires en matière de Population and Développement (PPD) est une organisation intergouvernementale internationale (OIG) qui regroupe 27 pays en développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et du Moyen-Orient. Cette organisation représente près de 60 % de la population mondiale. Les pays membres sont : le **Bangladesh, Bénin, Chine, Côte d'Ivoire, Colombie, Égypte, Éthiopie, Gambie, Ghana, Inde, Indonésie, Jordanie, Kenya, Mali, Maroc, Mexique, Nigeria, Pakistan, Sénégal, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie, Ouganda, Vietnam, Yémen et Zimbabwe**. L'organisation a officiellement vu le jour en même temps que la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) qui s'est tenue au Caire, en Égypte, au mois de septembre 1994. Avec son secrétariat permanent siégeant à Dacca, le PPD dispose d'un bureau régional pour l'Afrique à Kampala, en Ouganda, et un bureau de programme à Taicang, en Chine. L'Assemblée Générale des Nations Unies a conféré au PPD le statut d'observateur permanent, reconnaissant ainsi que le processus de Coopération Sud-Sud (SSC) est le cadre le plus efficace et le plus approprié pour la coopération internationale en matière de développement. Le PPD permet d'améliorer les conditions de vie de millions de personnes pauvres vivant dans l'hémisphère sud.

L'idée de former l'Alliance pour la collaboration Sud-Sud est le fruit des délibérations tenues à Bellagio, en Italie, en octobre 1993. Cette rencontre a été suivie par une autre réunion tenue en août 1994 à Bali, en Indonésie. Lors de cette dernière réunion, il a été constaté qu' "un certain nombre de pays en développement ont remarquablement réussi à concevoir et à mettre en œuvre des politiques et des programmes nationaux en matière de population. Cela représente un legs unique d'expériences pratiques qui peuvent inspirer beaucoup d'autres pays en développement et les aider dans leurs efforts visant à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies nationales". Les participants à cette réunion ont convenu que le partage de ces expériences, par le biais de la Coopération Sud-Sud (CSS) et dans un cadre intergouvernemental, serait très bénéfique pour les pays en développement. Ce constat a aussi permis de dégager une nouvelle consultation et de lancer l'Alliance, tel que décidé lors de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD), tenue en 1994 au Caire, en Égypte.

### VISION

Promouvoir la Coopération Sud-Sud en vue de réaliser le programme mondial en matière de population et de santé de reproduction pour un développement durable.

### MISSION

Réaliser la vision escomptée grâce à un plaidoyer soutenu, au renforcement des capacités, au réseautage, à la gestion /partage des connaissances et au transfert de technologie dans le domaine de la santé de reproduction, population et développement, le tout dans le cadre de la CSS.



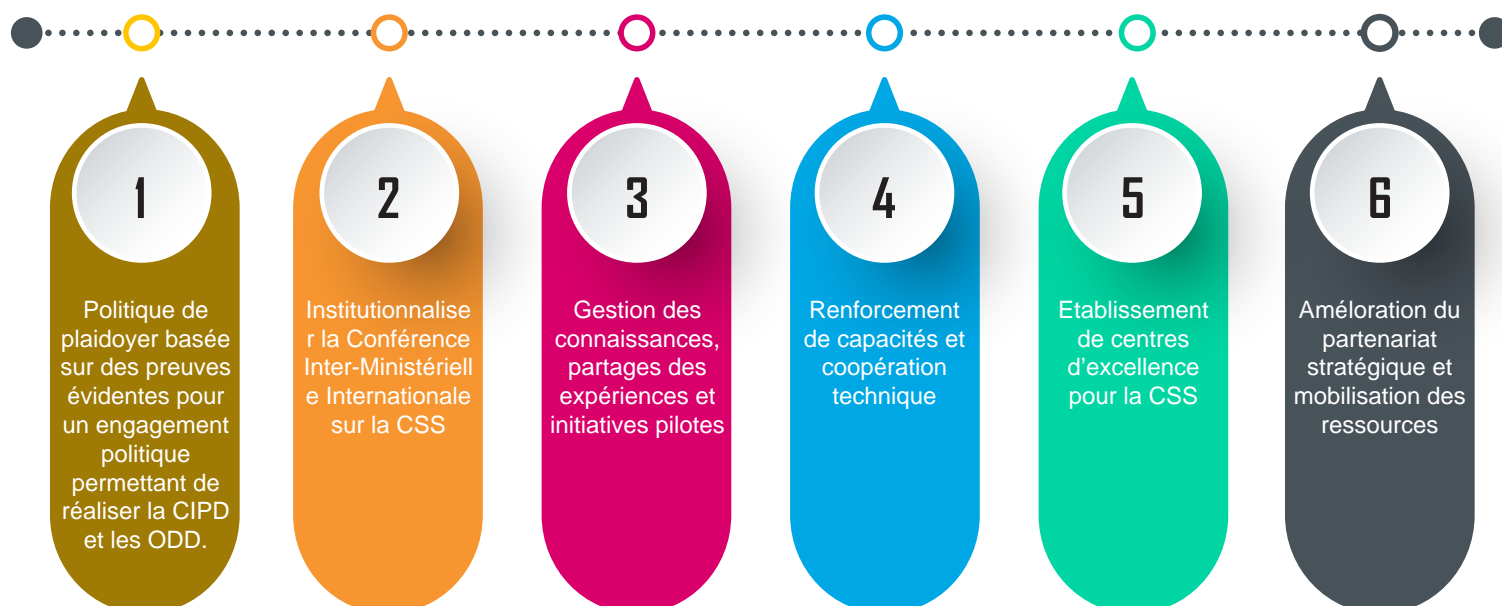
## PRIORITES STRATEGIQUES

Le processus de développement, inhérent au Nouveau Plan Stratégique (2020-2024), comprend les domaines de priorités stratégiques suivants:



## INTERVENTIONS STRATEGIQUES

Six interventions stratégiques ont été définies et seront mises en œuvre, tel qu'envisagé dans le Nouveau Plan Stratégique, pour pouvoir réaliser les priorités stratégiques de l'organisation. Les résultats attendus de ces interventions ont été bien arrêtées, y compris les stratégies détaillées pour produire les résultats escomptés. Les interventions stratégiques sont les suivantes :





# PLAIDOYER ET ELABORATION DES POLITIQUES PRECONISEES

**17<sup>e</sup> Conférence internationale interministérielle sur la coopération Sud-Sud en matière de population et de développement intitulée : Les engagements de Nairobi et l'Agenda 2030: Faire le point de la situation et perspectives d'avenir lors de la crise Post COVID-19, qui s'est tenue virtuellement les 19 et 27 novembre, et le 8 décembre, 2020**

## Introduction

La 17<sup>e</sup> Conférence internationale interministérielle sur la coopération Sud-Sud en matière de population et de développement intitulée: **Les engagements de Nairobi et l'Agenda 2030: Faire le point de la situation et perspectives d'avenir lors de la crise Post COVID-19**, s'est tenue virtuellement par zoom les 19 et 27 novembre, et le 8 décembre, 2020. Cette année, la Conférence s'est tenue virtuellement par zoom, et ce en raison de la pandémie COVID 19, exactement un an après le Sommet de Nairobi sur la CIPD@25, où les gouvernements et les organisations ont pris de nombreux engagements, pour mettre fin, entre autre, aux décès maternels qui peuvent être évités, répondre aux besoins non satisfaits en matière de planning familial et à la violence sexiste et éradiquer les pratiques néfastes qui nuisent au statut des femmes et des filles d'ici 2030. Ouvrant en collaboration avec la Commission Nationale de la Santé (CNS) de la Chine et le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), les Partenaires en Population et Développement (PPD), ont organisé conjointement la Conférence Internationale Interministérielle. Cette manifestation a permis aux différentes parties prenantes de discuter et examiner les progrès réalisés, et plus particulièrement par les pays membres du PPD, ainsi que d'autres partenaires, dans la mise en œuvre de ces engagements, tout en explorant les meilleures façons d'aller de l'avant dans la tenue de la promesse de la CIPD sur la voie de Coopération Sud-Sud.

La Conférence a offert une excellente opportunité aux décideurs politiques, aux spécialistes du domaine, aux jeunes activistes et aux professionnels des pays membres de la PPD, ainsi qu'aux partenaires et aux parties prenantes du monde entier de partager leurs points de vue, leurs réflexions, leurs approches et leurs expériences, pour l'intégration au sein de leurs plans annuels, des Engagements de Nairobi et de profiter de cette opportunité adéquaté pour les traduire en actions concrètes. Ceci demeure, néanmoins, faisable malgré les circonstances difficiles causées par la COVID-19, qui a posé de grands défis aux systèmes de santé dans tous les pays et les forcés à redéfinir leurs priorités et politiques fiscales.

La 17<sup>e</sup> Conférence Internationale-Interministérielle sur la Coopération Sud-Sud, en matière de Population et de Développement, s'est conclue par un **Appel à l'Action** exhortant les États Membres de la PPD, les organismes des Nations Unies, ainsi que les partenaires et les parties prenantes pour les exhorter à respecter leurs engagements, à plaider davantage en faveur de la promotion de la Coopération Triangulaire Sud-Sud (CTSS), à assurer le partage des meilleures pratiques et à proposer des réponses contre la COVID-19, incluant les jeunes, et à multiplier les opportunités d'investissements dans tous les domaines de la santé, y compris ceux de la santé reproductive, le planning familial et la population.

La conférence s'est tenue virtuellement par zoom, sur trois phases, et à trois dates différentes:

- **Session 1:** Honorer les engagements de Nairobi à travers la Coopération Sud-Sud dans l'ère post-COVID-19, et ce lors de la conférence qui s'est tenue le mardi 19 novembre 2020.
- **Session 2:** L'implication des jeunes à travers la Coopération Sud-Sud en matière de plaidoyer et de programmation innovante, lors de la manifestation qui aura lieu le vendredi 27 novembre 2020.
- **Session Ministérielle:** Promouvoir la Coopération Sud-Sud afin d'atteindre les engagements de Nairobi et répondre aux demandes de l'Agenda 2030, lors de la réunion qui aura lieu le mardi 8 décembre 2020.

La première session avait pour objectif de renouveler l'élan et d'impulser les efforts vers la réalisation des engagements de Nairobi à travers la Coopération Sud-Sud, et ce dans un contexte post-COVID-19. Quant à la deuxième session, elle visait à revigorer et étendre l'engagement et appuyer l'esprit du leadership auprès des jeunes, et ce par le biais de la Coopération Sud-Sud pour faire avancer, sur tous les fronts, les points figurant à l'ordre du jour de la CIPD.



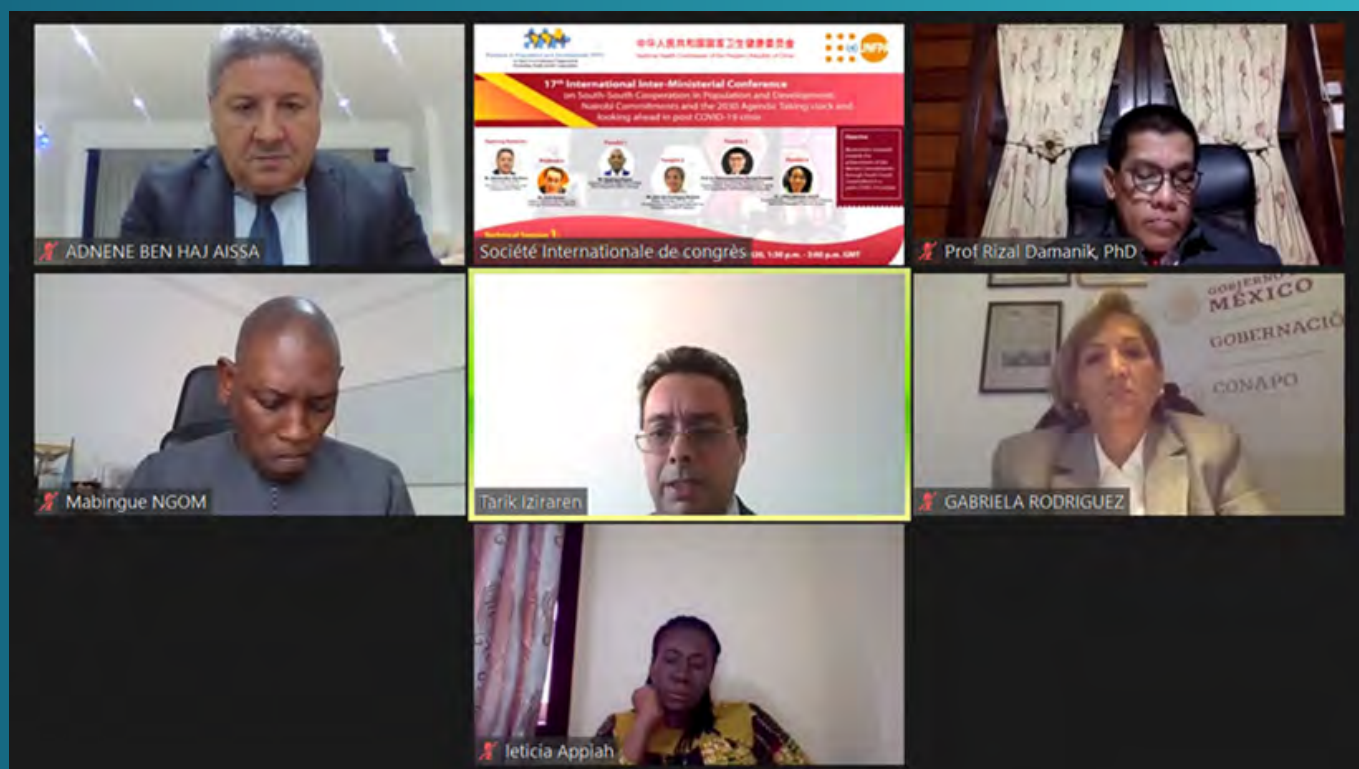
La session ministérielle s'est tenue dans le but de promouvoir l'engagement politique et impulser l'investissement pour faire face aux effets de la pandémie de COVID-19 dans la réalisation des trois zéros à l'orée de 2030, tout en promouvant la Coopération Triangulaire Sud-Sud.

Les trois sessions se sont déroulées avec la participation d'experts techniques, de dirigeants politiques, de groupes de jeunes, de décideurs politiques, de partenaires nationaux et internationaux, ainsi que des organismes de l'ONU, des ONG internationales, des organisations de la société civile, des représentants médias et des universitaires. Tous ces acteurs se sont rencontrés pour décider quelles solutions innovantes et pragmatiques à prendre et quels défis critiques il faut relever pour les pays du Sud qui demeurent confrontés à de grandes difficultés dans les efforts qu'ils ne cessent de ployer pour atteindre les trois zéros par le biais de la Coopération Sud-Sud (CSS).

## Principaux résultats émanant des délibérations de la conférence:

### *Session technique 1 : Mise en œuvre des engagements, pris par la coopération Sud-Sud dans l'ère du post-COVID-19, lors du Sommet de Nairobi qui s'est tenu le mardi 19 novembre 2020*

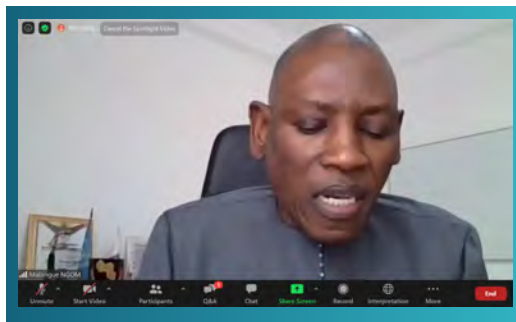
La première session, qui s'est tenue le 19 novembre 2020, a débuté par les allocutions de bienvenue prononcées par Mr Adnene Ben Haj Aissa, Directeur Exécutif du PPD. Lors de son intervention, le Directeur Exécutif du PPD a déclaré que l'IIMC s'efforcera d'atteindre trois objectifs majeurs : un nouvel élan qui vise à réaliser les engagements de Nairobi par le biais de la Coopération Sud-Sud, et ce dans le contexte de l'après-COVID-19; revigorer et étendre l'engagement des jeunes et renforcer leur esprit de leadership par le biais de la Coopération Sud-Sud afin de faire avancer l'agenda de la CIPD sur tous les fronts; plaider en faveur du soutien politique et impulser l'effort d'investissement pour endiguer les retombées de la pandémie du COVID-19 et faciliter la réalisation des Trois Zéros à l'orée de 2030, et ce en promouvant la Coopération Triangulaire Sud-Sud. M. Adnene a invité les participants à se pencher davantage sur les problèmes posés et à proposer des solutions adéquates qu'on pourrait aisément incorporer dans les politiques et programmes nationaux préconisés.



*Les intervenants lors de leurs interventions pendant les discussions des panels de la session 1*



Après le discours de bienvenue prononcé par M. Adnene Ben Haj Aissa, le Directeur Exécutif du PPD, la tâche du modérateur a été confiée à Mr Tarik Iziraren, Directeur Adjoint pour la politique et les partenariats stratégiques au sein de l'ONUCSS. **M. Tarik Iziraren** a lancé la discussion en soulignant que la Coopération Sud-Sud a reçu un nouvel élan avec BAPA+40 qui se tiendra début 2019 à Buenos Aires. Il a ajouté que cette coopération est essentielle, plus que jamais, pour la réalisation du Programme d'Action de la CIPD et des ODD à l'orée de 2030, et surtout lors de la période post COVID-19. Il a ajouté qu'il faut déployer davantage d'approches novatrices, partager plus de connaissances et renforcer les capacités. Toutes ces initiatives sont nécessaires d'autant plus que le PDD est prêt à fournir une plateforme des plus solides pour étayer cet exercice et le mettre au service des pays membres et de tous les pays en développement.



Prenant la parole au nom du FNUAP, le **Dr Mabingue NGOM**, a présenté l'exposé principal lors de la première session technique, tout en soulignant le potentiel extraordinaire rendu possible par la Sud-Sud pour accélérer la mise en œuvre des travaux Coopération inachevés de la CIPD, des ODD et des engagements pris lors du Sommet de Nairobi, et sans, pour autant, laisser personne pour compte. Il a ajouté que les leçons tirées de la Coopération Sud-Sud ont permis de mieux répondre aux défis lancés par la pandémie de COVID-19, et notamment en ce qui concerne les défis comportementaux. Toutes ces initiatives sont utiles, faciliter le contact en mobilisant leurs ressources pour faciliter la

recherche de contacts et d'autres tâches qui demeurent fondamentales pour enrayer les effets de la pandémie au niveau communautaire. Pour le FNUAP, la Coopération Sud-Sud reste de mise pour honorer nos engagements et tenir nos promesses.

Dans le même ordre d'idées, il a déclaré que la Coopération Sud-Sud joue un rôle essentiel dans la concrétisation des engagements pris par les partenaires et les gouvernements à Nairobi et revêt une importance capitale pour transformer le monde en mettant fin aux cas de décès maternels, n répondant aux besoins non satisfaits, en matière de planning familial, et en éradiquant la violence sexiste et pratiques néfastes utilisées à l'encontre des femmes et des fille, à l'orée de 2030. Il a aussi indiqué que le document final de BAPA+40 reconnaissait la contribution de la Coopération Triangulaire Sud-Sud et triangulaire pour la promotion de l'égalité des sexes, tout en garantissant la santé et les droits sexuels et reproductifs. Cet effort passe, inéluctablement, par l'égalité au niveau du genre et la protection des personnes contre toute forme de violence sexiste et pratiques néfastes. Il a aussi indiqué que la Coopération Sud-Sud a eu un grand impact positif sur le maintien des systèmes et leur bon fonctionnement pour fournir des services et des produits de planning familial, de santé sexuelle et reproductive. Ce processus de coopération joue également un rôle de premier ordre pour préserver la santé des femmes, préserver leur autonomisation et garantir le développement durable pendant la pandémie. Le BAPA+40 a confirmé la Coopération Sud-Sud (CSS) comme une manifestation de solidarité entre les peuples et les pays du Sud, tout en soulignant que cette modalité n'est pas un substitut, mais plutôt un complément, qui vient enrichir et renforcer la Coopération Nord-Sud. Il a ajouté que les gouvernements ont mis en exergue le besoin d'institutionnaliser les programmes de partenariats Sud-Sud et triangulaires en tant que mécanismes de dialogue politique, de coopération technique et de partage d'approches innovantes qui sont bien adaptées aux situations locales. En outre, il a appelé les pays du Sud à multiplier les ressources financières pour développer ces mécanismes, car la Coopération Sud-Sud a été présentée comme un outil politique et financier alternatif dans les pays en développement pour réaliser le programme inachevé de la CIPD et celui des ODD 2030. La Coopération Sud-Sud s'est avérée comme une approche des plus solides et fiables pour compléter d'autres formes de partenariat et de solidarité mondiale.

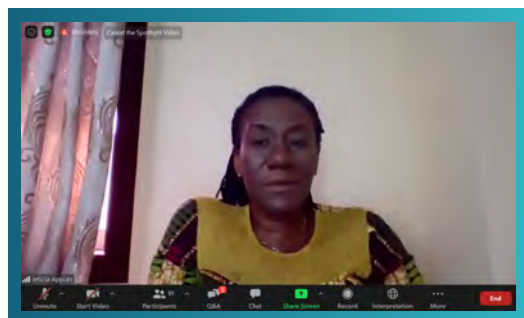
**Dr. Gabriela Rodríguez Ramírez**, PPD Board Member of Mexico and Secretary-General, National Population Council (CONAPO) of Mexico in her panel presentation highlighted the commitments of the Government





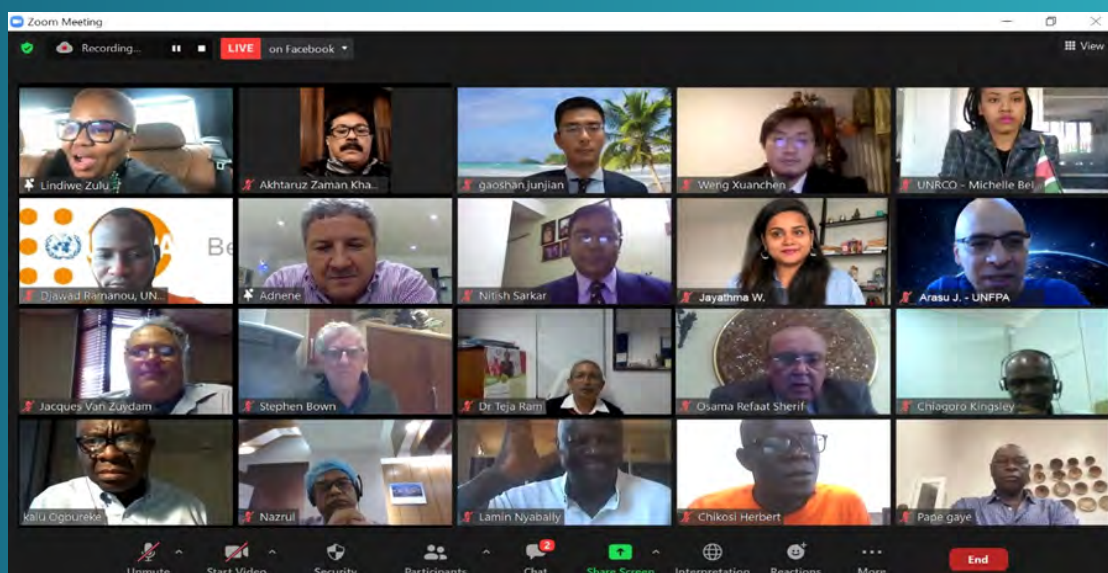
of Mexico to reduce maternal deaths, particularly those caused by unsafe abortions warranting access to comprehensive attention to health services, emergency contraception methods, legal interruption of pregnancy (ILE). She also mentioned about the national strategy to prevent teenage pregnancy focusing on sexual violence against girls, and emphasized on strengthening health services towards universal human rights approach.

**Le Professeur Muhammad Rizal Damanik**, Directeur Adjoint pour la Formation, la Recherche et le Développement du Conseil National de la Population et du Planning Familial (NPFPPB-BKKBN), en Indonésie, a présenté une panoplie d'exemples qui reflètent des expériences vécues en Indonésie en matière d'intervention et d'engagements au niveau politique pour atteindre le niveau des Trois Zéros, tel que promis à Nairobi. Il a déclaré que l'Indonésie a intégré ses services de planning familial et de santé de reproduction dans les réponses apportées dans le contexte de la COVID-19, et a ajouté que l'Indonésie a mis à jour ses protocoles de santé pour les rendre fiables et applicables, tout comme la littérature disponible. Il a indiqué que l'Indonésie a rectifié ses politiques et ses stratégies afin de garantir le maintien des services de santé publique pendant la pandémie. En outre, la réalisation par l'Indonésie du programme d'actions de la CIPD et des ODD 2030 constitue une priorité nationale vu que ces agendas doivent être intégrés dans les plans de développement nationaux à long terme.



Le Membre du Conseil d'Administration du PPD du Ghana et Directeur Exécutif du Conseil National de la Population (NPC) du Ghana, **Letitia Adelaide Appiah**, qui est rattachée au bureau du président, a mentionné dans sa présentation que le gouvernement du Ghana s'est concentré sur des actions fondées sur des preuves et des solutions concrètes pour relever les défis critiques et atteindre le niveau des trois zéros, comme promis à Nairobi. Elle a ajouté que les mesures ont été prises pour s'attaquer aux 14% de grossesses précoces et aux répondre aux besoins non satisfaits en matière de services et de produits de planning familial.

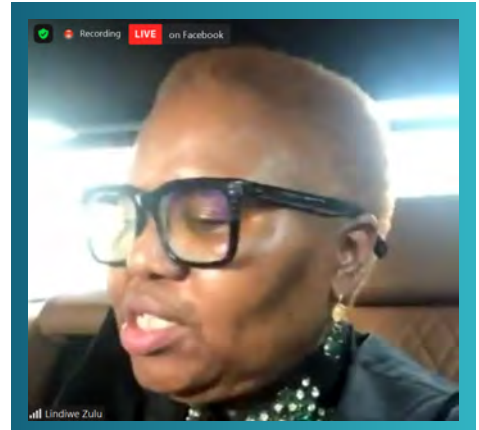
## *Session Technique 2: Engagement des jeunes à travers la Coopération Sud-Sud en matière de plaidoyer et de programmation innovante*



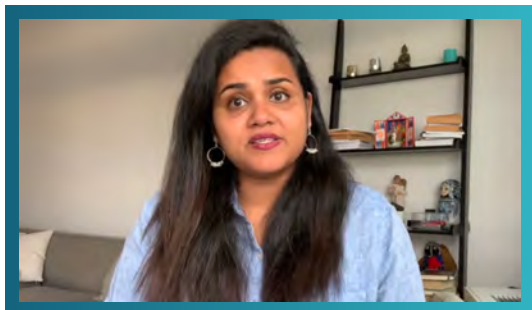


La deuxième session technique s'est concentrée sur l'engagement des jeunes pour apporter des solutions aux problèmes de la COVID-19 et multiplier les progrès accomplis vers la réalisation des trois zéros et du développement durable et s'assurer que personne n'est laissé pour compte. L'engagement des jeunes dans les processus politiques formels contribue à élaborer des politiques plus efficaces et durables, tout en aidant à restaurer la confiance des jeunes dans les mécanismes et processus de gouvernance pendant les périodes difficiles, et ce comme l'a observé le modérateur de la session, **M. Gaoshan Junjian** de l'UNFPA, Chine. M. Gaoshan Junjian a exhorté les pays membres et les autres parties prenantes à développer des plans de réponse et de redressement face à la pandémie de la COVID-19. Tout en s'assurant que ces plans soient inclusifs et axés sur les jeunes, on doit continuer à œuvrer pour adopter une approche focalisant sur les jeunes et à assurer une participation significative qui aille au-delà de cette crise.

L'orateur principal, **S.E. Mme Lindiwe Zulu, MP**, ministre sud-africain du développement social et secrétaire du conseil d'administration du PPD (président élu), a souligné le rôle primordial assigné aux jeunes des pays en développement pour décider de l'avenir de leur pays et participer au progrès y afférant. Le ministre Zulu a également déclaré que, bien que les jeunes constituent le segment le plus important et le plus compétent de la population mondiale, ils demeurent, néanmoins, négligés lors de la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes. Toute politique ou action visant à marginaliser les jeunes ne peut que retarder le développement de nos nations. Par conséquent, nous ne devons donc épargner aucun effort pour garantir l'engagement effectif de nos jeunes compétents dans le processus de réalisation des objectifs de développement durable.



Elle a renouvelé les engagements à l'égard de l'Agenda 2030, qui vise à ne laisser personne pour compte, en plus d'autres cadres y afférant, et plus particulièrement le Programme d'Action d'Addis-Abeba, à propos de la troisième Conférence Internationale, sur le financement pour le développement, et le Programme d'Action mondial pour la jeunesse, aussi bien sur le plan théorique que pratique, et ce afin de répondre de manière optimale aux aspirations politiques, sociales, culturelles, économiques et éducatives des jeunes, car l'avenir leur appartient, comme elle a tenu à le signaler. Elle a ajouté que l'Afrique du Sud s'est engagée à promouvoir la Coopération Sud-Sud sur les questions relatives aux adolescents et aux jeunes, et en particulier dans les domaines de la santé et les droits sexuels et reproductifs en faveur des adolescents, qui incluent le droit à l'avortement, y compris pour les lesbiennes, les gays, les bisexuels, les transgenres, les queers, les intersexes ainsi que les personnes non conformes au genre. Elle a insisté sur la nécessité d'impliquer les jeunes plus efficacement, chose qui passe inéluctablement par le partage d'expériences et d'idées à propos des moyens innovants.



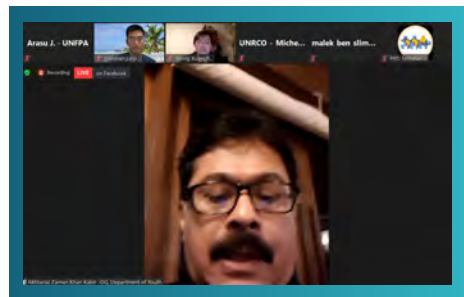
L'envoyée spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour la jeunesse, **Me Jayathma Wickramanayake**, a déclaré, lors de son intervention présentée par vidéo, que les jeunes jouent un rôle vital et important dans la réalisation des objectifs de développement durable à l'orée de 2030, car ils sont les artisans du changement dans toute société, avec effet d'entraînement au niveau mondial. Elle a, plus des énormes défis posés par la pandémie de la COVID-19, les jeunes sont confrontés à des difficultés qui sont très lourdes de conséquence. Elle a toutefois observé que les jeunes ont rapidement développé une capacité de résilience qui leur permettra, sûrement, de

relever les défis du COVID-19, y compris le développement des secteurs économique, social et sanitaire.

Me Wickramanayake a déclaré que, sur les 1,8 milliard de jeunes, 90% d'entre eux vivent dans les pays en développement. Dans ce contexte, elle a souligné que les programmes de partenariats et de Coopération Sud-Sud sont essentiels pour assurer la transformation et apporter des changements positifs en vue de la réalisation de l'agenda 2030 des ODD. Elle a également souligné que, dans ce cadre, les jeunes jouent un rôle essentiel dans la réalisation des ODD et que la Coopération Sud-Sud est utilisée comme un outil puissant pour aider les jeunes à réaliser leurs rêves. Me Wickramanayake a conclu son intervention en soulignant que, pour atteindre les ODD à l'orée de 2030, il faut commencer, avant tout, par miser sur la jeunesse.

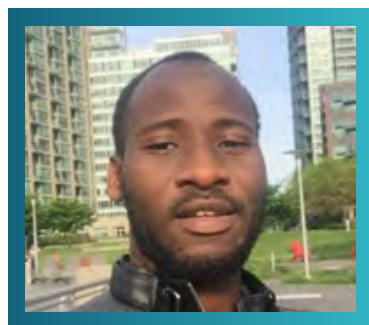


A son tour, la célèbre activiste de la jeunesse du Suriname, **Me Michele Belfor**, a pris la parole pour mettre l'accent sur la contribution des jeunes et leur concours dans la réalisation de la CIPD et des ODD. Elle a également fait remarquer que les jeunes peuvent jouer un rôle essentiel dans la résolution des problèmes de santé sexuelle et reproductive et qu'il est donc très important d'élargir l'engagement profond des jeunes pour faire avancer les agendas de la CIPD. Elle n'a pas manqué, non plus, de souligner l'importance d'impliquer des jeunes dans la prise de décision et la mise en œuvre de tous les programmes.



Le Directeur Général pour la Jeunesse et le Développement, au Ministère de la Jeunesse et des Sports du Bangladesh, **M. Aktaruzzaman Khan Kabir**, a présenté les expériences du Bangladesh sur la façon dont le gouvernement a engagé les jeunes Dans le processus de construction de la nation. M. Kabir a mentionné le rôle joué par les jeunes de son pays dans l'élimination de la violence sexiste et l'interdiction des mariages précoces, une expérience qui est passée par par la promotion de la Coopération Sud-Sud, le partage de la vision et la mobilisation des différents départements gouvernementaux pour atteindre le même objectif. Il a observé que les jeunes peuvent sensibiliser, positivement, la population aux effets catastrophiques de la violence liée au sexe, y compris le mariage précoce et éradiquer ces menaces que la société risque de courir. M. Kabir a profité de cette occasion pour exhorter les gouvernements des pays du Sud à proposer une approche réaliste pour impliquer les jeunes dans la lutte contre le mariage précoce et l'éradication de la violence à l'égard des femmes.

De son côté, le leader des étudiants et des jeunes, de l'Université de l'aéronautique et de l'astronautique de Pékin, **M. Weng Xuanchen**, a partagé ses expériences et formulé ses recommandations pour une contribution efficace des jeunes au sein de la société. M. Weng a mentionné le courage dont les jeunes de son pays ont fait preuve pour venir à bout de la pandémie. Il a aussi présenté des exemples pratiques, provenant du Réseau de la Jeunesse Chinoise, (CYN), illustrant le rôle joué par les jeunes pour la promotion de la santé sexuelle et reproductive des adolescents, chose qui a été pleinement reconnue et soutenue par la société.

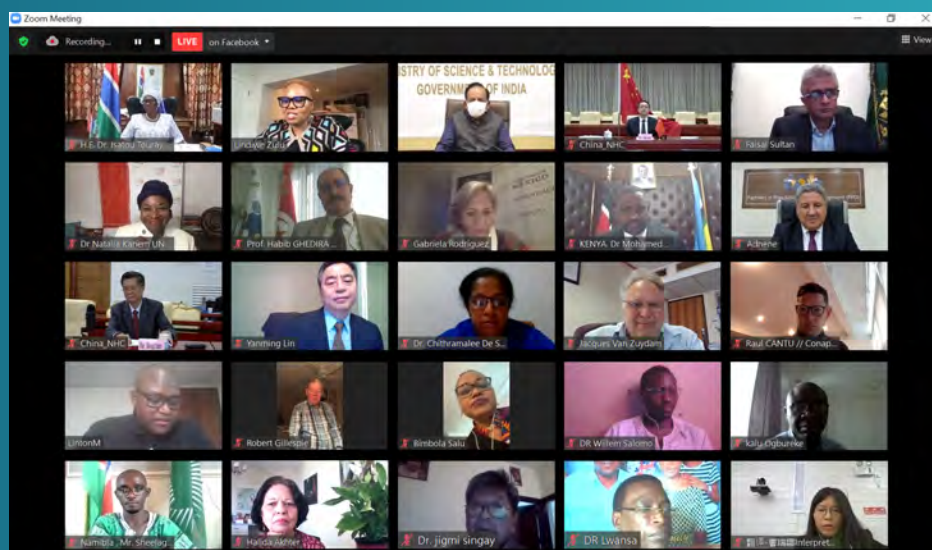


Lors de son intervention, le jeune panéliste de l'UNFPA, **M. Ramanou Djawad**, a apporté une précieuse contribution, lors de la session t en tant que jeune expert en technologie informatique. Dans ce contexte, M. Ramanou a observé que 47% des jeunes dans le monde utilisent plus d'un compte de médias sociaux. Il a aussi exprimé sa ferme conviction qu'en utilisant ces technologies modernes, les jeunes peuvent contribuer de manière constructive et efficace à la réalisation des ODD dans les délais impartis, et ce en intensifiant les campagnes de santé sexuelle et reproductive. Il a également observé que l'utilisation optimale des technologies existantes et émergentes aura évidemment un impact des plus positifs sur la santé des jeunes.

### ***Session Ministérielle: Promotion de la Coopération Sud-Sud pour honorer les engagements de Nairobi et réaliser les points de Agenda 2030***

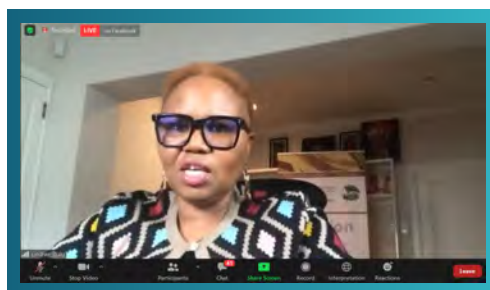
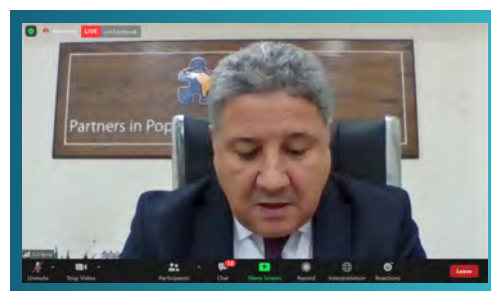
La session ministérielle, qui s'est tenue le 8 Décembre 2020, constitué une plate-forme ministérielle unique dans le cadre de la 17ème Conférence Internationale Interministérielle sur la CSS. Cette manifestation a été organisée principalement pour reconfirmer les engagements des pays membres du PPD et renforcer les progrès déjà réalisés dans la réalisation des engagements du Sommet de Nairobi. Les membres du Conseil d'Administration des pays membres, y compris les ministres des trois pays BRICS membres au PPD, ont assisté et reconfirmé les engagements de Nairobi. Ils ont tous promis d'apporter un soutien accru au PPD dans la promotion de la CSS et de contribuer à la réalisation de la CIPD et des ODD à l'orée de 2030.





*Dirigeants de haut niveau prenant la parole lors de la Session Ministérielle*

Lors de son allocution liminaire, le Directeur Exécutif de PPD, **M. Adnene Ben Haj Aissa**, a réitéré sa profonde gratitude pour l'auguste présence et pour les précieuses contributions apportées par les membres du Conseil d'Administration du PPD ainsi que par le Directeur Exécutif du FNUAP et qui ont tous témoigné, de manière absolue et gratifiante, de l'engagement inébranlable envers le solide partenariat de longue date entre le FNUAP et le PPD. Il a rappelé, dans ce contexte, que le partenariat entre le PPD et le FNUAP a commencé dès la création du PPD et lors de l'établissement de la CIPD en 1994. Il a également indiqué que le FNUAP est l'un des acteurs fondateurs du PPD qui a encouragé l'organisation tout au long de ses phases liminaires et a contribué largement à transformer le PPD en une organisation intergouvernementale robuste et durable. Il a aussi reconnu que l'appui, donné par le FNUAP au PPD, a permis à ce dernier d'œuvrer pour la promotion d'une Coopération Sud-Sud et triangulaire efficace et solide, chose qui a amplement contribué à au renforcement des politiques et des programmes de population et de santé reproductive et familiale dans les pays en développement. M. Adnene a saisi cette occasion pour souligner que le FNUAP et le PPD se doivent de continuer à travailler de concert pour consolider le partenariat dans l'ère post COVID 19 et accélérer la réalisation des Trois Zéros, des promesses de la CIPD et les ODD consignés dans l'agenda 2030, le tout dans le cadre de la Coopération Triangulaire Sud-Sud (CTSS).



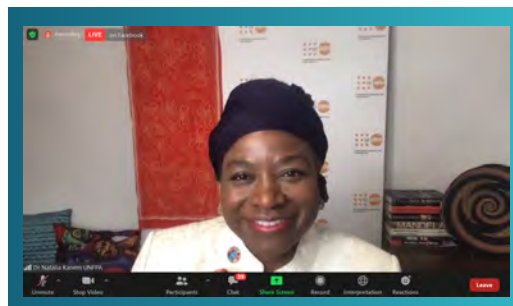
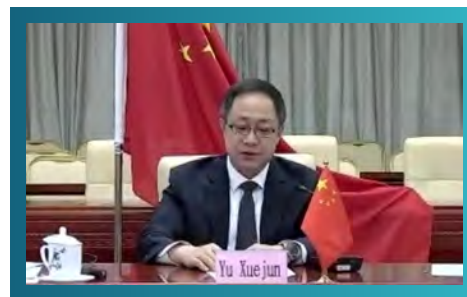
**S.E. Me Lindiwe Zulu, MP**, Secrétaire du Conseil d'Administration du PPD (Présidente élue) et Ministre sud-africain du Développement Social, qui s'est vu confier le rôle de modérateur de la session, a profité de cette tâche pour prononcer son allocution. En tant que présidente nouvellement élue du PPD, elle a exhorté le FNUAP à renforcer l'esprit de partenariat avec le PPD, et ce pour accélérer les progrès dans la réalisation des Trois Zéros et les ODD consignés dans l'Agenda 2030, tout en combattant la pandémie de COVID-19. En outre, la ministre Lindiwe Zulu a apprécié le leadership éclairé et la contribution précieuse du Dr Natalia Kanem pour la réalisation de s points figurant dans l'agenda mondial en matière de

population. Elle a aussi remercié le FNUAP pour ses contributions et son soutien continu au PPD depuis sa création. Cet appui a été d'une utilité inestimable pour l'amélioration de la santé reproductive, la santé publique et celle de la population, et ce grâce à des programmes qui sont à la fois efficaces et efficients. Elle a également remercié le FNUAP pour ses contributions et son soutien continu au PPD depuis sa création, chose qui a permis d'impulser davantage le processus de qui améliore la santé reproductive et familiale et la population par le biais de programmes de Coopération Triangulaires Sud-Sud (CTSS) et de manière efficace et transformationnelle.



S.E. Me Lindiwe Zulu a exhorté les panélistes à accorder la priorité à l'intégration des engagements du Sommet de Nairobi dans les plans de développement nationaux, et ce afin d'atteindre les Trois Zéros et les ODD consignés à l'Agenda 2030. Ces efforts sont nécessaires, a indiqué Me Lindiwe Zulu, pour multiplier les investissements et pouvoir résister devant l'impact dévastateur de la COVID-19, et surtout dans les domaines de la santé, des services de SSR, ainsi que pour promouvoir la CSS en faveur d'un plaidoyer mondial, du partage des connaissances et du renforcement des capacités pour atteindre les Trois Zéros. Le ministre Zulu a profité de cette occasion, qui lui est offerte, pour exhorter le Dr Natalia Kanem à assurer une collaboration continue dans les années à venir pour accélérer la mise en œuvre des engagements de Nairobi dans l'ère post COVID-19. En tant que présidente nouvellement élue du PPD, Me Lindiwe Zulu a réaffirmé la nécessité de renforcer les liens de collaboration entre l'UNFPA et le PPD et de promouvoir davantage le processus de la Coopération Sud-Sud en matière de santé reproductive et de population entre les deux institutions.

Prenant la parole, pour donner son discours d'ouverture, **H.E. Dr. Yu Xuejun**, vice-ministre de la Commission nationale de la santé du gouvernement chinois, a réaffirmé l'engagement et le soutien continus de son pays en faveur de la Coopération Sud-Sud, des engagements pris lors du sommet de Nairobi et des ODD de l'agenda 2030, y compris la nécessité d'endiguer les répercussions de la COVID-19. Le vice-ministre a ajouté que le gouvernement chinois a mis en œuvre toute une panoplie d'activités pour promouvoir la Coopération Sud-Sud et faciliter la réalisation des ODD. En outre, la Chine a prodigué son soutien très généreux pour renforcer le PPD et l'aider à construire son complexe de bureaux, financer un projet qui vise à réduire la mortalité maternelle par le biais du SSCAF et proposer toute une multitude d'autres initiatives pour servir les intérêts du PPD. Il a déclaré que la Chine a apporté son soutien aux pays en développement pour contrôler la propagation du COVID-19, y compris la formation des médecins et des le personnel médical de première ligne, et qu'elle poursuivra son soutien dans les jours à venir. Il a conclu en soulignant que nous nous devons de collaborer, tous ensemble, pour la promotion de la CSS, et ce à travers l'échange de connaissances et le partage de l'expertise technique afin de relever les défis posés par la COVID-19 et atteindre les trois zéros.



Le **Dr Natalia Kanem**, Sous-Secrétaire Général des Nations Unies et Directeur Exécutif du FNUAP, a prononcé le discours principal de la session ministérielle. Elle a déclaré que le FNUAP, en tant que champion de la CIPD, mobilise de plus en plus de ressources pour réaliser son programme d'action. Elle a remercié les 27 pays membres du PPD, ainsi que tous et les autres acteurs, qui ne cessent d'œuvrer ensemble pour se soutenir mutuellement afin d'atteindre les objectifs de la CIPD. Elle a indiqué que le développement du leadership, depuis le plus haut niveau de gouvernance suprême jusqu'aux niveaux de base, est essentiel pour aborder les questions de santé sexuelle et reproductive et pour que les

connaissances, les services et les produits soient accessibles à tous, et ce pour oser prétendre atteindre les trois zéros promis lors du sommet de Nairobi. En outre, elle a fait remarquer que la COVID 19, qui ne cesse de creuser l'écart partout où elle passe, constitue le plus grand test depuis la création de l'ONU. Les femmes, les enfants, les personnes âgées, les réfugiés, les migrants, les jeunes filles et les garçons sont les catégories les plus vulnérables devant les retombées de la COVID-19. Elle a aussi déclaré que, malgré son impact néfaste, la pandémie de la COVID-19 a, néanmoins, donné la possibilité de collaborer tous ensemble pour trouver des solutions communes. Le FNUAP ne cesse de soutenir le système de prévention et de contrôle de la COVID-19 afin de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte. Elle a aussi exhorté les décideurs politiques et les partenaires à s'attaquer aux problèmes de la COVID-19, tout en concentrant les efforts sur les groupes de populations vulnérables.

Le Dr Kanem a observé que l'union crée la force et que la Coopération Sud-Sud est le symbole idéal de l'unité que le FNUAP n'a cessé de prôner tout au long de la BAPA+40. Le FNUAP a également reconfirmé son engagement envers la Coopération Sud-Sud en juillet 2020, lorsque le Secrétaire Général des Nations Unies a publié les stratégies systématiques des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud. En outre, le FNUAP procédera bientôt au partage des résultats du rapport d'évaluation indépendant sur la Coopération Sud-Sud avec tous les États membres. Fort des résultats et des recommandations fondés sur des preuves découlant de cette évaluation, le FNUAP mettra certainement l'accent sur la CSS dans son prochain Plan Stratégique 2022-25, afin que nous



puissions tous l'utiliser comme un outil potentiel pour atteindre la CIPD et les ODD. Le Dr Kanem a appelé à la poursuite des programmes de partenariat et de coopération, alors que nous nous cheminons tous ensemble vers l'atteinte de nos objectifs communs, à savoir réaliser les 3 zéros transformateurs et reconstruire en mieux notre avenir commun.



L'Honorable vice-présidente du gouvernement de la Gambie, **S.E. le Dr Isatou Touray** et membre du conseil d'administration du PPD a conseillé au FNUAP et au PDD d'adopter un processus de partenariat continu entre eux afin d'atteindre le niveau de trois zéros pendant et après COVID-19. Dans le même ordre d'idées, elle a remarqué que l'IIMC peut servir de tremplin pour honorer les engagements pris lors du Sommet de Nairobi. Elle a également déclaré que le gouvernement gambien est fermement engagé à réduire la mortalité maternelle et à atteindre les Trois Zéros, et pour lesquels le gouvernement avait déjà pris plusieurs initiatives. La

vice-présidente Touray a observé qu'il reste beaucoup à faire pour atteindre les ODD à l'orée de 2030 et que la Coopération Sud-Sud, en tant qu'élément important au sein de la coopération internationale et du développement, offre des opportunités viables aux pays en développement dans leur quête individuelle et collective d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable. Elle a exhorté chaque pays à mobiliser toutes les ressources potentielles qui puissent provenir des sources nationales, d'institutions financières et de développement bilatérales, régionales et multilatérales, et ce pour promouvoir la Coopération Sud-Sud. Elle a également demandé au FNUAP de n'épargner aucun effort pour aider les pays à promouvoir la Coopération Sud-Sud et enrayer les retombées des trois zéros.

**S.E. le Dr. Harsh Vardhan**, Vice-président du PPD et Ministre de la Santé et de la Famille de l'Inde - également Président du Conseil Exécutif de l'OMS - a renouvelé l'engagement ferme de l'Inde à réaliser l'agenda inachevé de la CIPD, les ODD et les Trois Zéros, à l'orée de 2030, et ce en promouvant la Coopération Sud-Sud. Il a observé que, bien qu'il n'y ait pas de recette magique pour atteindre la CIPD et les ODD à l'orée de 2030, y compris les Trois Zéros, la CSS peut être une méthode efficace pour atteindre les objectifs dans les délais fixés. Il a rappelé que l'Inde s'est engagée à venir en aide à tous les couples concernés et de pourvoir de méthodes modernes grâce à un bon plaidoyer et à des produits et des services efficaces. Dans le cadre de ses efforts pour améliorer les services de santé sexuelle et reproductive, l'Inde a pris plusieurs initiatives et investi 200 dollars pour atteindre les objectifs ODD et réduire le taux de mortalité maternelle à 70 à l'orée de 2030.



Il a indiqué que si le COVID-19 a posé des défis à tous les pays du monde, l'Inde a été, néanmoins, l'un des premiers pays à prendre des mesures préventives pour empêcher la pandémie de se propager davantage. En outre, la COVID-19 a constitué une occasion propice pour renforcer le système de santé et prendre des mesures préventives pour éviter toute nouvelle pandémie comme celle de la COVID-19. L'Inde, qui attache beaucoup d'importance à un financement adéquat dans le secteur de la santé, a pris toutes les initiatives nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable. Pour ce faire, il a énuméré des initiatives nationales, qui ont été prises à plus d'un titre pour assurer une couverture sanitaire universelle efficace et durable. Le vice-président du PPD a observé que le PPD devrait jouer un rôle crucial pour assurer la santé pour tous et persuader les membres à accorder la priorité absolue à l'impulsion de la CSS et au renforcement du rang du PPD. Il a également exhorté le FNUAP à prendre plus d'initiatives en faveur des programmes de parte. A ce titre, le PPD pour la réduction de la mortalité maternelle, de répondre aux besoins non satisfaits et d'éradiquer la violence à l'égard les femmes, y compris le mariage précoce.

Le trésorier du PPD et Président, Directeur Général du Conseil National de la Famille et de la Population, Ministère de la Santé, Gouvernement de la Tunisie, **Habib Ghedira** a déclaré que les engagements pris lors du Sommet de Nairobi ont amplement contribué à renforcer la santé reproductive et les droits des femmes. Au cours des dernières décennies, la Tunisie a obtenu des succès considérables dans la promotion des droits des femmes, notamment l'accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi et à plusieurs autres initiatives économiques et sociales. Il a remarqué que, dans ce contexte, l'adoption de la loi sur la prévention de la violence fondée sur le genre a constitué une





réalisation unique dans le monde arabe. En outre, et malgré la COVID-19, la Tunisie, par le biais du Conseil National de la Famille et de la Population et d'autres institutions de santé, a assuré des services de santé reproductive et familiale à toute la population, y compris les jeunes et les adolescents, surtout après les engagements pris à Nairobi pour assurer une couverture universelle en matière de santé sexuelle et reproductive. Le professeur Ghedira a conclu en réitérant l'engagement renouvelé du gouvernement tunisien, membre fondateur du PPD et premier président de son conseil d'administration, aux principes de la Coopération Sud-Sud. Il a

aussi exhorté le FNUAP à poursuivre son soutien technique et financier au PPD pour la réalisation de l'agenda de la CIPD.

Lors de son intervention, l'hôte du sommet CIPD@25 de Nairobi et membre du Conseil d'Administration du PPD, **Dr. Mohamed Cheikh**, Directeur Général du Conseil National de Population et de Développement du Kenya a affirmé que sans les programmes de partenariat, collaboration et échange d'appui technique et financier entre les pays et les donateurs, les engagements de Nairobi pourraient ne pas aboutir, car le COVID-19 a affecté l'ensemble du système de santé au niveau mondial. Il a attaché une grande importance à l'utilisation de la Coopération Sud-Sud dans le contexte de la COVID-19, et ce pour aborder les problèmes liés au TMM et à la SSSR. Il a également indiqué que le Kenya a intégré la Coopération Sud-Sud comme une pratique essentielle pour honorer les engagements de Nairobi, car le gouvernement kenyan s'est évidemment engagé à atteindre les Trois Zéros. Il a aussi recommandé d'élaborer un mécanisme de financement au profit de la CSS pour assurer la fourniture de nouveaux médicaments et de produits de base qui serviront à sauver des vies, tout en réitérant le soutien indéfectible du Kenya, en faveur de la CSS et pour étayer la solidarité internationale, concrétiser la réalisation de la CIPD et accélérer l'accomplissement des OD, un effort qui passe par le partage de l'expertise et des expériences avec tous les pays concernés.



Le membre du Conseil d'Administration PPD, **Me Gabriela Rodríguez Ramírez**, Secrétaire Générale du Conseil National de la Population (CONAPO), du Mexique, a exhorté tout le monde à prodiguer tout un soutien financier et technique nécessaire pour assurer l'autonomisation des femmes dans les domaines de la santé sexuelle et reproductive, la santé sexuelle et reproductive des adolescents et la santé maternelle, et ce pour pouvoir honorer les engagements du sommet de Nairobi.

Dans ses remarques finales, S.E. Mme Zulu, MP, a souligné la nécessité de la CSS qui revêt une importante capitale en vue d'honorer les engagements de Nairobi et impulser la concrétisation des ODD aussi bien pendant qu'après la COVID-19. La Coopération Sud-Sud, a-t-elle rappelé, est une stratégie de développement très pertinente pour la réalisation de tous les objectifs nationaux et internationaux, y compris ceux liés au développement durable. En outre, le FNUAP et le PPD se doivent de renforcer leur rôle de facilitateur dans la promotion de la CSS, tout en redoublant d'efforts pour honorer les engagements de Nairobi.



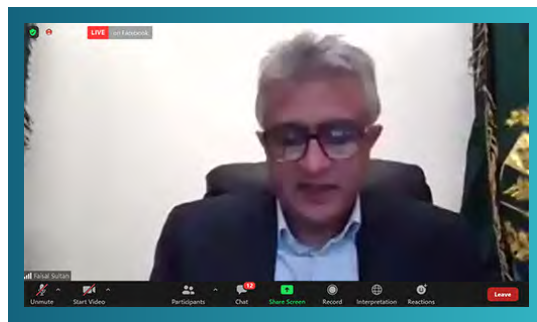
Elle a également souligné la nécessité de mobiliser des ressources adéquates en vue d'impulser la Coopération Sud-Sud et atteindre les trois zéros. Dans le même ordre d'idées, elle a invité tous les pays à contribuer davantage au PPD. Elle a aussi demandé d'agir au plus vite pour renforcer des politiques nationales et donner plus d'élan à la Coopération Sud-Sud ? Cet effort, a-t-elle indiqué, passe, inéluctablement par le partage des connaissances, des expériences, des leçons apprises et des bonnes pratiques retenues, ainsi que par la coopération technique dans le domaine de la population et du développement.

S.E. Me Lindiwe Zulu a exhorté le FNUAP à soutenir davantage le PPD et à intervenir davantage pour la promotion de la Coopération Sud-Sud. Elle a également invité le PPD à entreprendre des initiatives supplémentaires pour la mobilisation des ressources et à attirer plus de ressources, en espèces et en nature, dans tous les pays concernés, et ce afin de pouvoir honorer les engagements de Nairobi dans les meilleures conditions.. Elle a aussi exprimé son appréciation et sa gratitude au PPD, au FNUAP et au NHC pour l'excellente organisation et l'accueil de cette conférence virtuelle sur la Coopération Sud-Sud.



## Appel à l'action et remarques finales

**S.E. le Dr Faisal Sultan**, Ministre Fédéral des Services de Santé Nationaux, de la Réglementation et de la Coordination au Pakistan, a exhorté la communauté internationale, y compris le FNUAP, à promouvoir la CSS et à assurer le respect des engagements pris lors du Sommet de Nairobi. Le Dr Faisal Sultan a déclaré que la communauté internationale s'est réunie à Nairobi lors d'un Sommet mondial sur la CIPD, et à l'occasion de son 25e anniversaire, en novembre 2019, pour discuter des réalisations et des impératifs de la CIPD. Dans ce contexte, il a dévoilé tout un éventail d'engagements, et ce avant de conclure en se référant à une série d'objectifs qu'il faut atteindre à l'orée de 2030, y compris les ODD, et dont les plus importants d'entre eux sont les Trois Zéros.



Au moment où les pays pensaient réellement intégrer ces ODD dans leur programme de développement national, ils ont été frappés par la pandémie la plus dévastatrice du siècle, chose qui les a obligés à puiser dans leurs propres ressources humaines et matérielles afin d'endiguer les effets de ce fléau. Il a aussi déclaré que le Pakistan n'était initialement pas préparé à cette maladie inconnue, mais que l'approche multidimensionnelle et l'utilisation optimale de la science et de la technologie, que son pays a adopté, ont permis au pays de réaliser les résultats les plus performants dans sa lutte contre la pandémie.

Les dirigeants et les ministres ont tous invariablement souligné l'importance de renforcer la Coopération Sud-Sud, tout en prodiguant des conseils, réellement visionnaires et pertinentes, quant à la conception, l'élaboration et la mise en œuvre d'activités de programmes, de manière croissante dans les pays membres, et toujours dans le cadre de

## PROMOTION DE LA COOPERATION SUD-SUD A TRAVERS LE PLAIDOYER ET LE RESEAUTAGE

### Création de Partenariat et établissement de coalition

#### Centre du Sud, Genève

Le Secrétariat a ouvert un canal de communication avec le Centre du Sud, basé à Genève, ainsi qu'avec l'Université Johns Hopkins. Cet effort vise à développer des programmes de partenariat et assurer un plaidoyer, fiable et durable, grâce à la mobilisation des ressources. Accompagnés par leur Directeur Exécutif et la haute direction principale, le Directeur Exécutif du PPD et le Directeur du Programme, ont tenu une réunion virtuelle avec le Centre du Sud. Cette réunion a été modérée par le Dr Fawzia Rashid, ancien conseiller du PPD sur le plaidoyer et la mobilisation des ressources.

Le Dr. Fawzia Rashid est actuellement le Directeur de la Santé pour le Réseau de Développement Aga Khan. Le Secrétariat du PPD a également eu une réunion virtuelle avec le conseiller principal de l'école de santé publique Johns Hopkins Bloomberg, le Dr Halida Hanum Akhter. En plus du prix de la population des Nations Unies, qu'elle s'est vu décerner en 2006, celle-ci a servi comme ancienne



Rencontre virtuelle entre PPD et Centre Sud, Genève



conseillère technique du PPD sur le développement du programme. En outre, cette réunion a permis d'établir un programme de partenariat avec l'école de santé publique de Johns Hopkins Bloomberg. Ce programme sera mis en œuvre dans un avenir proche.

## Évaluation formative de l'approche du FNUAP en matière de Coopération Triangulaire Sud-Sud (CTSS)

Le FNUAP, qui se penche actuellement sur l'élaboration de son plan stratégique à long terme, compte intégrer le processus de CTSS dans ce document, et ce afin de donner les meilleures chances de réussite aux OOD à l'orée de 2030. Dans cette optique, le FNUAP, qui a décidé de mener une évaluation formative visant à déterminer les approches à préconiser lors du processus de CTSS, a engagé un bureau de conseil indépendant pour effectuer cette évaluation. L'objectif principal de l'évaluation était de faire le point sur les leçons tirées, à propos des succès réalisés, et élucider les défis rencontrés lors de la mise en œuvre de la stratégie précédente en matière de CTSS. Le but ultime de cet effort est de constituer la base des décisions à prendre, par le FNUAP, pour le développement et la mise en œuvre de la stratégie de CTSS. L'apport donné par le PPD a été sous forme d'étude de contrôle stratégique et d'assistance technique, et ce par le biais de documents exhaustifs et de réponses précises, tel que consigné dans le questionnaire structuré fourni par le bureau de conseil. Le PPD a également tenu, à travers un Webinar basé sur Zoom, des discussions élaborées autour de données supplémentaires fournies pour répondre aux questions soulevées par l'enquêteur principal du bureau de conseil sur le thème étudié. Force est de signaler également ici, que c'est la première fois que le PPD compte intégrer le processus de CTSS au sein du plan stratégique élaboré par le FNUAP. Cette décision permettra sûrement de renforcer les liens de coopération, qui date de longtemps, entre les deux partenaires à long terme.

## Bureau des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud (UNOSSC)

Suite au protocole d'accord bilatéral signé entre le Directeur Exécutif du PPD et le Directeur de l'UNOSSC, lors de la conférence interministérielle de Tunis, le secrétariat du PPD a élaboré une note conceptuelle sur le renforcement des capacités et la documentation des meilleures pratiques, qu'il a ensuite remise au bureau de l'UNOSSC pour financement. En outre, les deux meilleures pratiques reçues de la Tunisie et du Kenya, ont été impulsées et insérées dans le modèle de l'UNOSSC, et ce avant d'être téléchargées sur la plate-forme électronique "**South-South Galaxy**", de l'UNOSSC. Cet exercice vise à optimiser l'accès à ces pratiques, à l'échelle mondiale, et à permettre à tous les autres pays d'en tirer le meilleur profit. Les meilleures pratiques ont été officiellement inaugurées à l'occasion du 75e anniversaire du PNUD.

## NOUVEAUX MEMBRES

### Efforts déployés pour assurer l'accès du Brésil et de la Malaisie en tant que membres PPD

Le Directeur Exécutif du PPD a profité de toutes les occasions, offertes grâce aux réceptions de haut niveau organisées par le gouvernement du Bangladesh et les missions diplomatiques étrangères basées à Dhaka, pour mener des campagnes de plaidoyer et de réseautage en faveur du PPD et la Coopération Sud-Sud. En outre, il a délibérément tenu à convaincre le Brésil et la Malaisie de se joindre au PPD en tant que membres à part entière au sein de l'Organisation. Pour ce faire, il a tenu plusieurs discussions, avec l'Ambassadeur et le Haut Commissaire du Brésil et de la Malaisie, respectivement, afin de les persuader de finaliser leur adhésion au PPD. Finalement, les deux diplomates ont exprimé leur volonté d'étudier la question, et ce dans le cadre de leurs missions respectives. Cet effort a été couronné par la décision d'organiser les réunions suivantes.



## Réunion tenue avec le Haut Commissariat de la Malaisie à Dhaka, Bangladesh

Le Directeur Exécutif a rencontré le Haut Commissaire de Malaisie à son bureau à Dhaka le 11 Février 2020. Le Directeur Exécutif a profité de cette occasion pour souligner toute une série de questions, relatives au PPD, et mettre en exergue l'importance et les avantages d'être membre de cette Organisation Intergouvernementale qui œuvre pour la promotion de la Coopération Sud-Sud. Une lettre officielle a été remise au Haut Commissaire, à l'intention du gouvernement de la Malaisie, et invitant ce pays à se joindre au PPD. Le Haut Commissaire a manifesté un grand intérêt pour l'Organisation, y compris la Coopération Sud-Sud qu'elle promeut, et a assuré le Directeur Exécutif qu'il travaillera avec le Gouvernement à travers le Ministère des Affaires Etrangères de la Malaisie pour encourager son pays à se joindre au PPD. La Malaisie est une puissance économique émergente en Asie et ses programmes, en terme de SSR, sont extrêmement développés et efficaces. Le pays peut contribuer de manière significative au développement et à l'amélioration des programmes de la SSR des autres États membres et des pays en développement, aussi dans la région qu'ailleurs.

## Réunion tenue avec l'ambassadeur du Brésil accrédité à Dhaka, Bangladesh

Le Directeur Exécutif a rencontré S.E. M. Joao Tabajara de Oliveira Junior, Ambassadeur de la République Fédérative du Brésil à Dhaka, Bangladesh, et ce le 9 Mars 2020. La discussion, qu'ils ont eue, a été très fructueuse, s'est tenue dans une atmosphère très cordiale et s'est concentrée sur la collaboration mutuelle entre le Gouvernement du Brésil et les Partenaires en Population et Développement (PPD). Plus particulièrement, la discussion a permis de mettre l'accent sur l'adhésion du gouvernement du Brésil au PPD comme pays membre à part entière.

Doté d'une économie émergente et dynamique, le Brésil compte, géographiquement parlant, parmi les pays plus vastes de la région d'Amérique latine. Il est également membre des BRICS, tandis que trois autres pays des BRICS (Chine, Inde et Afrique du Sud) sont déjà membres du PPD. Le gouvernement du Brésil promeut la Coopération Sud-Sud dans de nombreux pays de la région et au-delà. Cet effort ouvre de grands horizons sur son propre mécanisme national de coopération multilatérale. Le Conseil d'Administration du PPD a attaché une grande importance à l'accueil du Brésil comme l'un des nouveaux pays membres du PPD. Dans ce contexte, et dans le cadre de ses efforts pour amener le Brésil dans le giron du PPD, le Directeur Exécutif a rencontré l'Ambassadeur du Brésil et a discuté avec lui les opportunités potentielles qui s'offrent dans le cadre de la Coopération Sud-Sud entre le Brésil et les États membres du PPD. Le Directeur Exécutif a remis une lettre officielle à l'Ambassadeur invitant le Brésil à se joindre au PPD en tant que pays membre à part entière. L'Ambassadeur du Brésil a promis d'entreprendre toutes les démarches requises, auprès de son gouvernement pour le convaincre de se joindre au PPD.



*M. Adnene Ben Haj Aïssa avec S.E. M. Joao Tabajara de Oliveira Junior, Ambassadeur du Brésil à Dhaka*



# GESTION DES CONNAISSANCES, DOCUMENTATION ET PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES, Y COMPRIS LES MOYENS DE COMMUNICATION

## Publication et Dissémination des connaissances

### Plan Stratégique 2020-24

Le Secrétariat a finalisé le Plan stratégique quinquennal en tenant compte des commentaires et des contributions, apportés par les membres du Conseil d'Administration et des PCC, lors des réunions de Tunis. Dans cette même optique, le Secrétariat a fait appel à un réviseur linguistique professionnel externe pour s'occuper de cette tâche. Le document final du Plan Stratégique, qui a été imprimé sur papier, est également disponible pour distribution dès que la situation s'y prêtera. La copie électronique du document a été téléchargée sur le site Internet du PPD pour être consultée par les pays membres et les partenaires à travers le monde. La version française du plan stratégique est également disponible pour distribution. A ce titre, il convient de mentionner que, c'est pour la première fois dans l'histoire du PPD, que le plan stratégique quinquennal [2020-2024] du PPD soit élaboré sur la base de l'expertise technique interne propre au Secrétariat.



### Publication du livre actualisé et intitulé "ICPD 25 et ODD à travers la Coopération Sud-Sud au-delà de la COVID-19"

Suite à une enquête qu'il a menée dans les pays membres, le PPD a produit un livre intitulé "ICPD 25 et ODD à travers la Coopération Sud-Sud au-delà de COVID-19". Ce document a également été téléchargé sur le site Web du PPD. L'objectif principal de ce rapport est d'énumérer les progrès réalisés par les pays membres du PPD dans la mise en œuvre du PA-CIPD, l'atteinte des Trois Zéros, comme promis par les Nations lors du Sommet de la CIPD25 à Nairobi, ainsi que la résolution des questions émergentes et le traitement des défis posés pour la réalisation des ODD à travers la Coopération Sud-Sud tout au long de ses 26 années d'existence. L'enquête a révélé que les grandes réalisations, accomplies par la plupart des pays membres, ont eu des impacts concrets et positifs sur l'amélioration de leurs politiques et la clarification de leurs programmes nationaux en matière de santé et de population, permettant ainsi d'améliorer substantiellement la qualité de vie de leurs populations. Les résultats de l'enquête sont présentés en trois parties dans le livre - Partie A) Introduction, revue de la littérature et méthodologie; Partie B) Evaluation des capacités des personnes focales nationales opérant dans le domaine de la CSS; et Partie C) Coopération Sud-Sud (CSS) : Réalisation de la CIPD et des ODD à l'orée de 2030, besoins et domaines prioritaires.

## Répertoire les Meilleures Pratiques





## Les caractéristiques principales et les leçons tirées des meilleures pratiques

Les pays ont recours au processus de la CSS pour présenter leurs expériences réussies et rappeler les leçons apprises sous forme de Meilleures Pratiques. Ces expériences sont partagées avec d'autres pays du PPD pour échanger les connaissances partager les leçons apprises et profiter de l'expertise technique. Toutes les meilleures pratiques sont axées sur la santé reproductive, la population et le développement. Les meilleures pratiques retenues permettent de souligner les réalisations des pays dans le cadre du Programme d'Action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), qui est, lui-même, renforcé par les ODD. L'accent mis sur la santé reproductive concerne principalement l'objectif de développement durable (ODD) 3. C'est le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), partenaire clé du PPD, qui se charge de mener une campagne visant à atteindre les trois zéros: Zéro besoin non satisfait en matière d'informations et de services de planning familial; Zéro décès maternel évitable; et Zéro violence sexiste et pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles.

Pendant la période de janvier à décembre 2020, le PPD a élaboré 9 (neuf) meilleures pratiques qui sont réparties sur le Bangladesh, Chine, Egypte, Gambie, Inde, Maroc, Nigeria, Thaïlande et Vietnam.

### Modèle de Kapasie sans mortalité maternelle (MDFK) dans un sous-district du Bangladesh

Le modèle a été développé autour des femmes enceintes démunies comme priorité. L'objectif de ce modèle est d'atteindre les objectifs de développement durable 3.1 et 3.2 en Kapasie. Le modèle permettra de créer un environnement dans lequel l'objectif pourra être atteint de manière facile et pratique. En outre, l'objectif de ce modèle est de tenir les femmes enceintes au courant de toutes les informations requises afin qu'elles puissent accéder aux services appropriés. Le même modèle, qui permet de réduire l'écart entre le bénéficiaire et le prestataire de services, peut rendre disponibles les services requis. Les conditions préalables pour la reproduction du modèle dans d'autres pays en développement, font que le Bangladesh mène des activités de terrain à grande échelle, pour traiter tous les problèmes de santé. Si les autres pays en développement veulent reproduire ce modèle, ils doivent disposer de l'infrastructure et de la main-d'œuvre sur terrain pour s'acquitter de cette tâche. A ce titre, l'engagement social ou la participation de la communauté doivent être assurés pour répondre aux besoins des femmes enceintes.

### Les services de soins maternels bougent pendant la pandémie COVID-19 en Chine

L'auteur de ce programme n'est autre que la Commission Nationale de la Santé (CNS) de la République Populaire de Chine. Les institutions chargées sa mise en œuvre sont les bureaux locaux de la CNS et les établissements de santé, y afférant, dans l'ensemble du pays. L'objectif du projet est de protéger efficacement les femmes enceintes et les nouveau-nés pendant la pandémie de la COVID-19, et ce afin de garantir la sécurité des mères et des nouveau-nés. Les réalisations de ce projet indiquent bien que la gestion des services de soins maternels a été établie, du bas vers le haut, en d'autres termes du niveau communal au niveau national. Les établissements de santé et le personnel soignant ont été formés et encadrés pour prodiguer des soins maternels aux femmes enceintes et aux nouveau-nés. Les femmes enceintes et leurs nouveau-nés ont accès à des soins prénatals, à un accouchement dans les institutions hospitalières, sans danger, et à des soins post-partum comme c'était le cas avant l'exacerbation pandémique. En outre, les auteurs de ce programme indiquent que les femmes enceintes, souffrant de fièvre ou d'infection, suspectée ou confirmée, ont été prises en charge et traitées. Les conditions préalables, pour la réplique de ce programme dans d'autres pays en développement, passent par un système de communication rapide des politiques et par un réseau complet de services de santé maternelle et infantile, ainsi que d'organisations communautaires bien gérées.

### Initiative Ayamna Ahla (IAA) en Egypte

L'initiative Ayamna Ahla (AAI) est considérée comme un modèle de meilleure pratique en matière de santé reproductive en Égypte. L'initiative comporte trois thèmes transversaux, dont le droit à la santé reproductive (SR), la jeunesse et l'utilisation des connaissances. Les activités comprenaient des séminaires focalisant sur des messages ciblés, soit de manière autonome, soit dans le cadre de campagnes, soit dans le cadre de convois. L'initiative a contribué à une protection considérable, par rapport au nombre total d'années, et pour ce qui est de la



protection réalisée dans tout le pays tout au long des 12 mois de l'initiative. En outre, cette meilleure pratique constitue un excellent exemple de reproduction dans d'autres pays, et ce par le biais de la CSS. Dans la même optique, ceci peut être réalisé en collaboration avec des organisations et les partenaires nationaux qui connaissent bien les préférences et les valeurs des groupes cibles ainsi que les conditions locales y afférant.

## **Le Groupe d'Action Kaabilo Baama et Male (KBMAG) en Gambie**

Le Groupe d'Action Kaabilo Baama et Male Action (KBMAG) est établi comme une meilleure pratique pour la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente (RMNCAH) en Gambie. Le projet, qui a été lancé en 2012, est mis en œuvre dans les districts de Kiang Ouest et Est respectivement, qui sont deux des quatre districts de la région inférieure de la Gambie. La principale institution chargée de la mise en œuvre du projet est le RMNCAH, au Ministère de la Santé, le bureau des femmes au Ministère des Femmes, des Enfants et des Affaires Sociales, le département du développement communautaire et les comités de développement des villages dans les communautés. En l'absence d'un comité de développement du village (CDV) structuré, une structure traditionnelle du village est utilisée comme point d'accès au village/à la communauté. Le but du projet est de contribuer à l'amélioration du statut des femmes et des filles par l'amélioration des services RMNCAH et des moyens de subsistance dans les communautés sélectionnées. Les étapes de la réplique dans d'autres pays comprennent l'identification d'un pays stable et pacifique; l'identification de districts stables dans une région donnée; avec l'utilisation de statistiques, l'identification des communautés avec faible utilisation des services RMNCAH et la conduite d'un profilage communautaire dans lequel les données de base sont collectées par le biais de méthodes quantitatives et qualitatives.

## **Erasmus et Vikpeh-Lartey au Ghana**

Le Projet de la Santé Reproductive pour les Adolescents au Ghana (GHARH) est situé dans la région de Brong Ahafo. Le projet avait pour objectif ultime de permettre à davantage de filles et de femmes de bénéficier de moyens pour pouvoir réaliser tout leur potentiel. L'objectif ultime du projet était d'améliorer les résultats de la santé reproductive des mères et des adolescents (SRA) afin de renforcer les progrès vers la réalisation de l'ODM 5. La mise en œuvre du projet dans la région de Brong Ahafo a permis de réduire les taux de grossesse et d'avortement chez les adolescentes, en partie grâce au recours élevé et aux programmes de planning familial appliqués chez les adolescents; de gérer efficacement les problèmes de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents, et ce grâce à la création de centres de santé pour adolescents et de clubs de santé dans les écoles; et d'améliorer les relations entre les prestataires de services de santé et les adolescents, ce qui a renforcé la confiance de ces derniers dans les établissements de santé. La planification et la conception du projet GHARH étaient basées sur la situation de la santé reproductive des adolescents dans le pays et sur les efforts en cours pour améliorer la SRA. La leçon la plus saillante à tirer du projet GHARH est l'avantage des collaborations multisectorielles. Le projet GHARH n'a pas développé de plan de durabilité explicite; cependant, la durabilité était intégrée dans sa conception. Pour assurer la durabilité du projet, les responsables du programme ont construit ses composantes les structures existantes. Tous ces efforts ont été déployés pour que le programme soit couronné de succès une fois déployé dans d'autres pays en développement et où il faudrait faire preuve de collaboration institutionnelle et de durabilité efficiente.

## **Introduction et élargissement des services de dispositifs contraceptifs intra-utérins du post-partum (PPIUCD) en Inde**

Le programme de planning familial en Inde a une histoire riche de plus de sept décennies (premier pays au monde à avoir un programme national en planning familial). Depuis lors, le programme a connu une évolution, passant du contrôle de la population à l'amélioration des résultats en matière de santé maternelle et infantile. L'une des principales raisons de cette évolution est l'influence considérable de la contraception sur la santé maternelle et infantile. Les interventions périodiques, les révisions des directives et le suivi du programme sont ancrés dans le processus qui vise à améliorer la qualité de tous les services de contraception, et ce dans le cadre du programme national de planning familial. Dans les dix ans qui ont suivi l'introduction du projet pilote, le PPIUCD a été accepté comme une option post-partum fiable par les prestataires de services et la communauté, ce qui a contribué à assurer une place spéciale au IUCD en tant que "contraceptif réversible à action prolongée" (LARC) dans le panier des contraceptifs. Pour ce qui est de la reproductibilité, il est important de noter que le Ministère de la Santé et du



Bien-être Familial, le gouvernement indien, ainsi que les partenaires de développement, qui opèrent dans le domaine du planning familial, ont fait des efforts collectifs pour tirer le maximum d'enseignements des autres programmes nationaux. A cet effet, ils ont invité des délégations d'autres pays de la région pour explorer la possibilité d'étendre les bonnes interventions programmées.

## **Introduction de l'implant contraceptif au Maroc**

L'introduction de l'implant contraceptif, est une initiative innovante pour reconsidérer les méthodes à long terme dans le programme national de planning familial au Maroc. La réussite de ce programme s'explique principalement par l'adoption d'initiatives innovantes et pragmatiques qui incarnent la fourniture de services de PF par plusieurs institutions, à l'instar des centres de soins de santé primaires (CSP), entre autres. Ainsi, le suivi et l'évaluation ont été considérés, dès le départ, comme une partie intégrante du processus de mise en œuvre de l'initiative. Le FPD s'est assuré que des mécanismes de suivi requis pour procéder à l'évaluation d'une documentation appropriée de l'initiative. L'accès à cette méthode n'a cessé d'évoluer parallèlement à son développement au niveau national. En plus des deux centres pilotes, la méthode est aussi disponible dans d'autres régions. Jusqu'à présent, le modèle de l'initiative pilote a été reproduit dans trois régions du Maroc. Dans le cadre de l'ensemble des services offerts par le PNPF, l'expérience marocaine, autour de l'intégration de l'implant, peut être transférée et reproduite dans d'autres contextes. En outre, le soutien politique du Ministère de la Santé, comme c'est le cas au Maroc, est nécessaire pour que la reproduction de cette expérience réussisse.

## **'Politique d'avortement sans risque et mise en place d'un service de prévention des avortements risqués dans un système de couverture sanitaire universelle' (CSU) en Thaïlande**

La meilleure pratique usitée en Thaïlande, est celle qui met en exergue la réussite de la "politique d'avortement sans risque et de l'organisation d'un service de prévention des avortements risqué dans un système de couverture sanitaire universelle". L'avortement à risque est un problème de santé publique majeur dans de nombreux pays du monde entier. A cet effet, l'objectif du projet thaïlandais est de favoriser un accès plus large à l'avortement sécurisé chez les adolescentes et réduire le nombre de grossesses non désirées chez les femmes en âge de procréer, le tout dans le but de réduire les complications post-avortement et le taux mortalité causée par les avortements à risque. Œuvrant en tandem avec la Fondation Concept, le Ministère de la Santé a mené une étude pilote sur l'avortement médical, et ce au sein du service de santé en Thaïlande en 2012 – 2014. Ce qu'on peut noter, dans ce cadre, c'est l'impact généré par le coût du traitement des complications de l'avortement à risque. En outre, et parmi les enseignements tirés, on peut citer que les connaissances et les attitudes des bénéficiaires à l'égard de l'avortement sans risque ont un impact considérable sur les prestations fournies et sur la poursuite des services d'avortement sans risque prodigués, tout en constatant que la famille revêt également un autre facteur crucial. Si la famille d'une bénéficiaire est optimiste quant à l'avortement sans risque, la bénéficiaire, elle-même, sera heureuse de bénéficier de ce service. A cet effet, l'un des projets, prévus à l'avenir, est d'étendre les unités de service pour qu'elles couvrent un total de 77 provinces de Thaïlande.

## **Programme de Population et de Planning Familial au Vietnam**

Le Viet Nam est l'un des premiers pays d'Asie à avoir lancé le programme de population et de planning familial (PPPF). L'objectif de ce programme est de faire en sorte que les familles de petite taille aient des enfants en bonne santé et qui grandissent dans un milieu heureux et aisé. Les principales activités comprennent la mise en œuvre d'un système de contrôle des naissances pour réduire la fécondité, en plus du déploiement d'un programme de communication et de plaidoyer pour la mise en œuvre du PPPF. La baisse des taux de fécondité et de mortalité a permis à la population vietnamienne de découvrir une période des plus prospères, depuis 2007, et où le nombre de personnes en âge de travailler ne cesse de s'accroître. Le succès du programme PPPF a eu des répercussions positives sur la réduction de la pauvreté, l'amélioration du niveau d'éducation et des soins de santé pour la population, l'amélioration des aspects relatifs au genre, ainsi que l'autonomisation des femmes, la promotion de la migration et de l'urbanisation et l'augmentation du PIB par habitant au Viet Nam.

Les succès, enregistrés par le programme PPPF au cours des dernières décennies, ont aidé le Viet Nam à lancer de nouvelles politiques visant à mieux protéger la santé de la population, améliorer la qualité de vie, et ce en



profitant d'une conjoncture propice et en intégrant la dynamique de la population dans le programme de développement pour atteindre les ODD, tel que prévu, à l'orée de 2030. Les auteurs de ce programme sont pleinement persuadés que l'une des plus importantes leçons de réussite, à tirer du programme PPPF au Viet Nam, est le renforcement des compétences et du savoir-faire chez les collaborateurs et des acteurs chargés des programmes démographiques dans chaque coin et recoin du pays.

## **Compendium de 11 Meilleures Pratiques**

Le PPD est parvenu à développer 2 meilleures pratiques en 2019 et 9 autres meilleures pratiques en 2020, soit un total de 11 meilleures pratiques à partager et à diffuser parmi toutes les parties prenantes concernées. Ainsi, le PPD a développé le compendium des meilleures pratiques, qui est en cours d'impression pour être distribué ultérieurement. D'autres mesures ont été également prises par le PPD pour que les meilleures pratiques soient également imprimées sous forme de livrets pour être partagées avec les agences chargées des programmes de reproduction. Le compendium sera également fin prêt pour être affiché électroniquement et téléchargé sur le site Internet du PPD. Les préparatifs sont aussi en cours pour partager la diffusion des meilleures pratiques de manière virtuelle, et ce par le biais de webinaires.

## **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

La pandémie de la COVID-19 ne cesse de sévir, là où elle passe partout dans le monde, n'épargnant aucun pays et coutant la vie à un nombre interminable de victimes. En outre, cette pandémie a limité la liberté fondamentale de tout un chacun, et ce en restreignant les mouvements qui sont nécessaires à la vie et à la subsistance des êtres humains. En outre, et au moment où la réplique la plus agressive et multisectorielle pour prévenir, contenir et contrôler les infections, a éclipsé tous les autres efforts de développement économique, les programmes de santé reproductive et de population ont continué à fonctionner, y compris ceux relatifs à l'échange de connaissances et d'expertise, au renforcement des capacités, des produits et des informations qui sont destinés aux personnes méritantes. En fait, les services de santé reproductive et de population ont été intégrés dans les programmes conçus pour enrayer les effets néfastes de la pandémie du COVID-19.

Les rencontres directes et les réunions concrètes ont toutes été remplacées par des réunions audiovisuelles virtuelles basées sur Internet, communément connues sous le nom de Webinar, multipliant, ainsi, les opportunités, pour plus de personnes provenant de diverses régions, de participer et de délibérer sur des questions d'importance vitale. A l'instar de beaucoup d'autres organisations dynamiques et influentes, le PPD a tout de suite adopté cette nouvelle formule, offerte par les nouvelles technologies, pour continuer à travailler de manière transparente et efficace afin de s'acquitter de ses tâches dans les meilleures conditions possibles.

### **Webinaire organisé par la CNH, le FNUAP et le PPD sur la réponse des programmes de SSR à la crise du COVID-19: Partage d'expériences de la Chine, Mercredi 1er avril 2020**

Le PPD, le FNUAP et la Commission Nationale de la Santé (CNS) de Chine ont organisé un webinaire très réussi sur le thème suivant: "Réponse du programme de la SSR à la crise du COVID-19: Partage d'expériences de la Chine", et ce le mercredi 1er avril 2020. Le webinaire a réuni un panel d'experts de la Commission Nationale de la Santé (CNS) de Chine, de l'Académie chinoise d'ingénierie et du troisième hôpital de l'Université de Pékin, ainsi que de l'hôpital d'enfants de Wuhan. Ces experts disposaient d'une grande expérience pratique et d'une expertise considérable dans la prestation de services de SSR et de SMI dans le cadre du traitement des patients COVID-19. Plus précisément, le webinaire s'est concentré sur l'aide aux femmes enceintes pour faire face au COVID-19, le tout basé sur le modèle réussi de la Chine.

Le webinaire est destiné essentiellement au personnel technique et aux décideurs, auprès des partenaires chargés de la mise en œuvre des programmes du FNUAP, ainsi que les États Membres du PPD. Ce Webinaire a offert une plateforme idéale pour le partage des meilleures pratiques et le tenue de discussions constructives sur les meilleurs



moyens de prévenir la propagation du COVID-19 chez les femmes enceintes, ainsi que sur le meilleur traitement à appliquer en cas d'infection. Il est à signaler que pas moins de 427 professionnels, venant du monde entier, se sont connectés et ont participé de manière très effective et active au webinaire. Tout au long des présentations audio-visuelles organisées par webinaire, les universitaires et les experts du monde entier ont intervenu pour poser une multitude de questions et formuler des commentaires, des observations et des suggestions très constructifs.

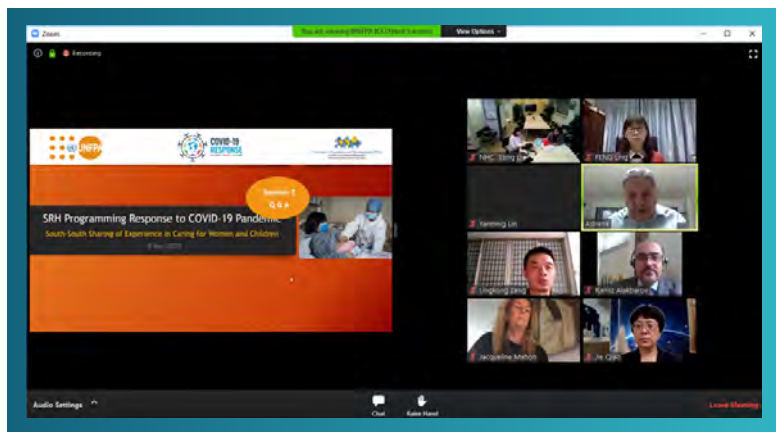
Vu le manque de temps alloué à cette manifestation, les réponses et les clarifications aux interventions des participants ont été reportées à un prochain webinaire. En outre, et comme indiqué ci-dessus, il a été prouvé que cette plateforme numérique est plus efficace pour partager les expériences réussies, l'expertise technique et les meilleures pratiques avec un public plus large, et ce par rapport aux réunions physiques qui impliquent un déplacement, un hébergement et une rencontre dans un endroit bien déterminé, et surtout lors de cette période délicate que le monde connaît actuellement. Toutefois, elle reconnaît les quelques inconvénients que les rencontres virtuelles peuvent causer.



Le webinaire a démarré avec de brèves déclarations du Dr Ramiz Alakbarov, Directeur de la Division Politique et Stratégique pour le FNUAP ainsi que par le Directeur Exécutif du PPD, M. Adnene Ben Haj Aissa. Après les allocutions d'ouverture, trois experts chinois de renommée, qui avaient enclenché une lutte sans répit contre la COVID-19 à Wuhan, l'épicentre de la pandémie dès son apparition, se sont succédé pour donner des présentations, à la fois utiles et pertinentes, sur la prestation de services de SSR et de SMI ainsi que sur les procédures suivies pour traiter les patients infectés par le COVID-19, avec une attention particulière accordée aux femmes enceintes.

## Session de suivi du même webinaire: Questions/Réponses

Comme annoncé lors de la première session du webinaire, qui s'est tenue le 1er avril 2020, le FNUAP, la Commission Nationale de la Santé (CNS) de Chine et le PPD ont organisé une session de suivi, et ce à la date du 8 avril 2020 afin de proposer davantage de solutions aux problèmes soulevés et fournir des réponses plus détaillées et précises aux questions posées par les participants lors de la première session. Il faut signaler ici que la plupart des questions étaient plutôt axées sur la santé et la prise en charge pédiatrique des femmes enceintes et des nouveau-nés infectés.



Vu le nombre énorme de questions posées, les organisateurs ont décidé de les diviser en 33 catégories et de les répartir sur cinq groupes, et ce selon leur nature et leurs catégories. Cinq médecins expérimentés du CSN-Chine se sont chargés de répondre aux questions posées. Les réponses ont été précédées par de brèves remarques formulées par Me Zhang Yang, DG, Coopération Internationale au CSN-Chine, le Dr. Ramiz Alakbarov, Secrétaire Général Adjoint et Directeur Exécutif Adjoint – Département de Gestion, A.I., au FNUAP ainsi que M. Adnene Ben Haj Aissa, Directeur Exécutif du PPD. Les participants ont suivi minutieusement les

clarifications et les réponses données à propos des interventions et des questions posées lors de la première session. Les participants ont également profité de cette occasion pour poser des questions supplémentaires et exprimer leur gratitude pour tous les éléments de réponses apportés par les médecins chinois sur tous les détails relatifs au traitement des femmes enceintes infectées par la COVID-19. Le succès exceptionnel, que ces sessions de webinaires ont connu, a incité les organisateurs à envisager l'organisation de programmes similaires sur différents thèmes dans un avenir proche.



## Collaboration entre le PPD et le BKKBN-Indonésie pour organiser un webinaire international intitulé COVID-19: Santé Publique et Perspectives Economiques

Ouvrant en collaboration avec le BKKBN-Indonésie, le PPD a organisé un webinaire international intitulé "COVID-19 : Santé Publique et Perspectives Economiques". Ce webinaire, qui a été accueilli par BKKBN-Indonésie, a bénéficié de l'assistance technique de l'Université Johns Hopkins et de l'Association Population Asie. Les questions abordées lors de ce webinaire international étaient (1) la stratégie de l'Indonésie pour étayer le programme de planning familial pendant la période de la COVID-19., (2) les perspectives économiques et démographiques du COVID-19 et (3) le planning familial: Défis et stratégies d'adaptation dans les différents pays. Les personnes ressources et les orateurs venaient de BKKBN, l'Association Population Asie, l'Université d'Indonésie et l'Université Nationale Australienne. En outre, et avec l'appui du Secrétariat du PPD, le BKKBN-Indonésie a invité tous les membres du Conseil d'Administration et les Coordonnateurs des Pays Partenaires, au sein des pays membres du PPD, ainsi que le membre indonésien du Conseil d'Administration et Président de BKKBN, et à préciser que le webinaire a été organisé dans l'un des pays membres du PPD. Le Directeur Exécutif du PPD, M. Adnene Ben Haj Aissa, a fait la déclaration de clôture du webinaire, qui a été très applaudi par BKKBN et d'autres organisations sœurs. Le webinaire international a vu la participation de plus de 684 professionnels et experts du monde entier.



## Soutien à l'équipe médicale chinoise en visite au Bangladesh pour appuyer ce pays dans sa lutte contre le COVID-19



Une équipe médicale chinoise de dix membres, composée d'experts dans plusieurs spécialités, a effectué une visite de deux semaines au Bangladesh. L'équipe, qui est arrivée à Dhaka le 8 juin 2022, avait pour mission d'aider le gouvernement du Bangladesh à renforcer et coordonner sa stratégie de réponse aux défis posés par la pandémie COVID-19. Ouvrant en coordination avec l'ambassade de Chine à Dhaka, le Secrétariat du PPD a fourni une assistance à l'équipe. Cette assistance s'est focalisée essentiellement sur l'analyse du système de santé du Bangladesh, les

directives nationales sur la gestion clinique de la Covid-19, le mode de fonctionnement du comité consultatif technique national sur le Covid-19, etc. Le secrétariat du PPD a également participé à la réunion que l'équipe a tenue avec le gouvernement, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales et les associations de collèges médicaux privés, etc, et à laquelle il a apporté une contribution des plus riches et utiles.

## Programme de Bourses

En 2020, le Secrétariat du PPD a facilité l'octroi de trois bourses d'études à long terme généreusement offertes par les gouvernements de l'Egypte, de l'Inde et de l'Afrique du Sud. Le nombre total de bénéficiaires de ces bourses a atteint 22. Ils proviennent du Bangladesh, de la Chine, de la Gambie, du Kenya, du Nigeria, de la Tunisie et du Zimbabwe. Mais en raison de la persistance et de la propagation de la pandémie COVID19, la date d'entrée en vigueur de ces bourses n'a pas encore été fixée définitivement, mais sera décidée ultérieurement et ce en fonction de la manière dont la COVID-19 va évoluer.

Le Centre Démographique du Caire, géré par le gouvernement égyptien, a offert 7 (sept) bourses pour l'obtention de diplômes d'un an chacun en "Population et Développement Durable". Le PPD a reçu 6 (six) candidatures du



Bangladesh, de la Gambie, du Ghana, du Kenya, du Nigeria et du Zimbabwe. L'objectif du diplôme est de développer les compétences des étudiants dans l'emploi d'approches analytiques multidisciplinaires à propos de la population et son rapport avec le développement durable. La décision a été prise d'organiser ce cours en ligne mais la date de démarrage reste à déterminer.

Le Ministère de la Santé et de la Famille du Gouvernement de l'Inde a offert 10 (dix) bourses d'études d'une durée d'un an chacune pour la spécialité de "Post-Graduate Diploma in Public Health Management (PGDPHM)". Les cours vont avoir lieu au local de l'Institut National de la Santé et de la Famille (NHFV). Le PPD a reçu dix (10) candidatures du Bangladesh, de la Gambie, du Kenya, du Nigeria, de la Tunisie et du Zimbabwe. Les participants à ce cours auront la possibilité de renforcer leurs capacités en tant que professionnels dans le domaine de la santé publique, améliorer l'état de santé du pays par la mise en œuvre de programmes de santé efficaces et utiles et consolider le système de gestion de la santé publique.

Le gouvernement d'Afrique du Sud a offert 5 (cinq) bourses d'études d'une durée d'un an chacune pour le "Diplôme d'études supérieures en analyse de la population et des politiques (PGDPPA)". Les cours auront lieu sur le campus Mafikeng de l'Université du Nord-Ouest de l'Afrique du Sud. Le PPD a reçu 5 nominations du Bangladesh, de la Chine et de la Gambie. Les participants à ce cours auront la possibilité de renforcer leurs capacités en matière d'analyse de la population et des politiques, et ce pour améliorer les politiques et les programmes fondés sur des données probantes, le tout dans l'optique d'un développement humain durable. Ce cours permettra aussi de bénéficier d'une compréhension sophistiquée et de développer des compétences solides et pratiques pour rallier les capacités de recherches, de politiques et de programmes aux compétences des cadres moyens et supérieurs chargés de la planification.

## Actualisation régulière des informations dans la partie dédiée à la COVID-19 sur le site Internet du PPD

Le Secrétariat du PPD a conçu une page web dédiée à la pandémie de COVID-19 sur le site du PPD. Le Secrétariat a téléchargé les documents reflétant les expériences les plus réussies et l'expertise la plus avancée du gouvernement de la Chine dans la prévention, le confinement et le contrôle de la pandémie de la COVID-19, et ce pour que les autres pays membres puissent assimiler et reproduire les expériences, les stratégies et les mesures lors de leurs répliques aux défis posés par la COVID-19. En plus de ces précieux documents, le Secrétariat du PPD a également recueilli et actualisé, de manière hebdomadaire, toutes les données nécessaires durant le cycle de vie du rapport.





## PROMOTION DE LA COOPÉRATION SUD-SUD

### Réduction de la mortalité maternelle grâce à l'aide financière prodiguée par le Fonds d'Assistance à la Coopération Sud-Sud (SSCAF) du gouvernement chinois

#### Mise en œuvre du projet du Fonds d'Assistance à la Coopération Sud-Sud (SSCAF)

Grâce à l'aide financière offerte par le Fonds d'Assistance à la Coopération Sud-Sud (SSCAF), du gouvernement chinois, le PPD a mis en œuvre un projet destiné à la réduction de la mortalité maternelle appelé **"Permettre une intervention globale, sécurisée et appropriée pour prévenir l'hémorragie post-partum et réduire la mortalité maternelle au Bangladesh"**. Le PPD a procédé à la signature d'un protocole d'accord bilatéral avec le Fonds d'Assistance à la Coopération Sud-Sud (SSCAF), l'Institut National de Recherche en planning familial (institution partenaire du projet NRIFP en Chine) et le Ministère de la Santé et du Bien-Etre Familial (MOHFW) du Bangladesh. Ce protocole d'Accord concerne également la Direction Générale de la Planning Familial (DGFP) en tant que responsable du projet Planning Familial (DGFP), et ce pour garantir un appui fonctionnel pour le bon déroulement du projet. Le PPD a complété la collecte des données de base et achevé la constitution de groupes d'experts composés d'experts du Bangladesh et de la Chine pour fournir des conseils techniques sur la mise en œuvre du projet et en assurer le suivi. En outre, le PPD a organisé une réunion virtuelle formelle destinée au lancement du projet avec le concours de deux secrétaires et de hauts fonctionnaires du Ministère de la Santé, de la Direction Générale du Planning Familial (DGHS), Direction Générale des Services de Santé (DGHS), les fonctionnaires de terrain de la DGFP, la Société d'Obstétrique et de Gynécologie du Bangladesh (OGSB), les ambassades des pays membres accrédités à Dhaka, le FNUAP et l'OMS, Commission Nationale de la Santé (CNS) - NRIFP - SSCAF de Chine, Agence de presse Xinhua et China Media Group, ainsi que le Ministre de la Santé et du de la Famille du Bangladesh S.E.Mr. Zahid Maleque comme invité VIP. Les mesures ont été prises pour traduire en anglais et en bangladeshi toutes les brochures relatives à la posologie des médicaments et à l'utilisation des kits postnatals, ainsi que l'emploi des modules de formation, tel que développé par les experts chinois à l'intention des responsables de la mise en œuvre du projet. Quelques autres activités majeures réalisées après la fin de l'année 2020 seront présentées dans le rapport annuel 2021. Satisfait de l'avancement de la mise en œuvre du projet, malgré les contraintes imposées par la COVID-19, le SSCAF a déjà assuré l'approbation de la prochaine phase du projet qui sera mise en œuvre au Ghana, dans la région de l'Afrique de l'Ouest.



*Launching Ceremony of the SSCAF Project on Providing Comprehensive, Safe and Appropriate Intervention to Prevent Postpartum Hemorrhage for Reducing Maternal Mortality in Bangladesh*

La réalisation de toutes ces activités, et surtout la cérémonie d'inauguration officielle sous forme de webinaire sur zoom, a nécessité des efforts gigantesques sur les plans administratif, logistique et technique qui ont été menées à bien sans aucun problème, ou presque, et ce malgré les contraintes imposées par la COVID-19.



## Renforcement de la coordination au niveau national pour l'institutionnalisation de la Coopération Sud-Sud en vue d'une mise en œuvre accélérée du Programme d'action de la CIPD, des ODD et des Trois Zéros dans les pays membres du PPD à travers l'organisation de réunions du Groupe de travail national (GTN)

Sous la houlette des membres du Conseil d'Administration et des Coordinateurs des Pays Partenaires (CPP), l'institutionnalisation et le renforcement de la Coopération Sud-Sud, dans les pays membres, est un processus efficace et durable pour maintenir la dynamique de la mise en œuvre accélérée du PA de la CIPD et des ODD. En outre, et lors du Sommet de la CIPD25 tenu à Nairobi, les pays membres ont renouvelé leurs engagements sérieux et ambitieux pour accélérer la mise en œuvre de l'agenda inachevé de la CIPD et des ODD. A et effet, les pays membres du PPD ont œuvré conjointement avec d'autres pays, ont convenu, de manière spontanée et unanime, d'atteindre les trois zéros d'ici 2030: zéro planning familial, zéro décès maternel évitable et zéro violence sexiste et pratiques néfastes. Force est de constater ici que non seulement les pays membres ont tenu leurs engagements, en mettant en œuvre les programmes, mais ils sont allés jusqu'à les intégrer dans les réponses proposées contre la COVID-19.

Dans le but de suivre les progrès accomplis, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes, le PPD a profité du soutien financier du FNUAP pour organiser, avec succès, des réunions pour les groupes de travail nationaux sur la Coopération Sud-Sud dans 10 pays membres, tels que le Bangladesh, le Kenya, la Thaïlande, l'Ouganda, le Zimbabwe, le Maroc, le Bénin, l'Indonésie, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Les rapports des réunions des groupes de travail nationaux, comme préparés par les pays respectifs, sont encourageants et reflètent bien la mise en œuvre des programmes de la COVID-19. Un compendium des rapports élaborés est en cours d'impression pour une large diffusion et pour permettre d'accélérer la mise en œuvre des programmes fixés.



## Message de Solidarité du Directeur Exécutif du PPD aux Etats Membres victimes de la COVID-19



L'apparition de la COVID-19, au début de 2020, et sa propagation dans tous les pays membres, avec une virulence et intensité sans précédent, a profondément attristé le Directeur Exécutif et les membres du personnel du Secrétariat du PPD. En outre, le système de santé des pays a été mis à rude épreuve, les activités économiques ont été paralysées, les vies et les moyens de subsistance des pays ont été presque anéantis suite à l'apparition soudaine et choquante de la pandémie.

Même l'économie mondiale, qui a été frappée de plein fouet, a commencé à montrer des signes de récession imminente. Néanmoins, tous les pays ont

affronté le pire ennemi dans l'histoire de l'humanité de manière soutenable et avec la plus grande résilience et fermeté parvenant ainsi à limiter les dégâts subis suite à cette pandémie. Ce résultat a été accompli au prix de sacrifices considérables en vies humaines et en ressources matérielles. Au plus fort de l'infection par le Coronavirus, le Directeur exécutif a exprimé sa sympathie et sa solidarité aux pays membres par le biais du message audio-visuel suivant :





Hon. Membres du Conseil et Chers Coordinateurs des Pays Partenaires,

Je vous prie d'agréer nos compliments les plus sincères au nom du Secrétariat du PPD!

La population des pays membres du PPD et d'autres nations, à travers le monde entier, subit la propagation la plus rapide, dévastatrice et imprévisible pandémie que notre génération n'avait jamais connue auparavant. Des personnes de tout âge, sexe, race et classe sociale sont infectées, de manière exponentielle, et succombent au virus à chaque instant. La pandémie n'épargne pas les nations les plus riches et les plus puissantes, même lorsqu'elles épuisent leurs ressources et leurs capacités jusqu'à l'extrême. Alors qu'aucun traitement ou vaccin n'est disponible, ou en même prévu, dans un avenir proche, seules les méthodes de prévention par l'hygiène personnelle, la distanciation sociale, la courtoisie civique et les mesures de précaution rigoureuses semblent être les instruments les plus efficaces, jusqu'à présent, pour se prémunir contre ce fléau.

En ce moment difficile et tragique de notre histoire, le Président du PPD, le Directeur exécutif et les membres du personnel du Secrétariat permanent à Dhaka, du Bureau Régional pour l'Afrique à Kampala et du Centre de Formation Chinois à Taicang, voufraient se prévaloir de cette occasion pour exprimer leur solidarité la plus totale et transmettre leurs félicitations les plus sincères aux gouvernements et aux peuples de nos pays membres et ceux du Sud. En outre, nous tenons absolument à présenter nos sincères condoléances à ceux qui ont perdu la vie de leurs proches à cause de la pandémie. Dans la même optique, nous exprimons notre profonde sympathie aux frères et sœurs infectés qui luttent pour rester en vie. Nous saluons du fond du cœur le personnel de santé de première ligne qui travaille 24/24 pour sauver la vie des personnes infectées. Ce personnel, qui est obligé de côtoyer des personnes contaminées, ne cesse de braver la mort au quotidien. Nous sommes profondément attristés et consternés par les souffrances sans précédent qu'endurent nos frères et sœurs dans les pays membres. Nous soutenons les gouvernements et les peuples de nos pays membres avec tout ce que nos esprits, pensées et prières peuvent offrir. Nous souhaitons que cette menace disparaisse de la surface de notre planète le plus vite possible et que notre vie reprenne son cours normal.

Comme la Chine, le pays qui préside le PPD, a déjà enregistré un succès étonnant et exemplaire, dans sa lutte contre la propagation de la pandémie, nous sommes engagés à partager les expériences réussies de la Chine avec d'autres pays membres pour leur permettre de combattre la pandémie de manière plus efficace, et ce grâce aux expériences réussies et aux meilleures pratiques. Dans ce contexte, nous avons ouvert une page spéciale sur notre site web officiel et y avons téléchargé les expériences réussies, les protocoles et les manuels collectés en Chine, pour les partager avec les pays membres et impulser l'esprit de la coopération Sud-Sud dans cette conjoncture difficile.

Nous nous engageons également à collaborer avec le FNUAP, l'UNOSSC et tous les autres partenaires pour assurer la mise en œuvre continue des programmes de santé sexuelle et reproductive et de santé maternelle et infantile, tout comme l'ensemble de l'infrastructure sanitaire qui est engagé dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19. En plus de la stratégie quinquennale du PPD, qui vient d'être approuvée, nous n'oublions pas les engagements, pris par la communauté internationale lors du Sommet de Nairobi, pour atteindre les Trois Zéros grâce à une Coopération Triangulaire Sud-Sud efficace et agissante. Nous sommes fiers et honorés des conseils et du soutien continus qui nous parviennent de nos Honorables Membres du Conseil d'Administration et des Coordinateurs des Pays Partenaires CPP).

Veuillez agréer nos salutations les plus sincères;

**Adnene Ben Haj Aissa**  
Directeur Exécutif, PPD



**Extraits de la déclaration faite par la Secrétaire du Conseil d'administration du PPD, Mme Lindiwe Zulu, Ministre sud-africain du Développement Social (DSD), lors de la première session de la Commission de haut niveau (CHN) lors du Sommet de Nairobi sur la CIPD25, tenue virtuellement le 17 Septembre 2020.**

Le FNUAP a constitué une Commission Mondiale de Haut Niveau (CHN) chargée de la mise en œuvre rapide des 1 250 engagements formulés volontairement par les gouvernements, les membres de la communauté internationale, les organisations de la société civile, ainsi que d'autres parties prenantes lors du Sommet de Nairobi sur la CIPD25, et ce afin d'accélérer la réalisation de la CIPD comme promis. En tant que l'un des principaux membres de la Commission représentant le Conseil du PPD, Me Lindiwe Zulu, Ministre sud-africain du Développement Social (DSD) a fait une déclaration pertinente et visionnaire lors de la première session de la Commission de Haut Niveau (HLC) lors du Sommet de Nairobi sur la CIPD25, tenue virtuellement le 17 Septembre 2020.

La Secrétaire du Conseil d'Administration du PPD a commencé sa brève déclaration par remercier le Dr Natalia Kanem, pour avoir dirigé le processus, et S.E. Jakaya Kikwete, ancien président de la Tanzanie, co-président de la Commission de Haut niveau (CHN).

Me Lindiwe Zulu a promis, qu'à travers son ministère et le Département du Développement Social (DSD, le gouvernement de l'Afrique du Sud s'engage à appuyer tous les objectifs de la Commission. Elle a aussi promis de se concentrer davantage sur la promotion de la Coopération Sud-Sud (CSS) pour accélérer la mise en œuvre des engagements, pris lors du Sommet de Nairobi, et en particulier l'autonomisation des femmes, l'équité et l'égalité des sexes, la santé sexuelle et reproductive, la jeunesse et le dividende démographique. Dans le même ordre d'idées, elle a ajouté que les pays en développement, qui demeurent confrontés aux mêmes défis, peuvent apprendre beaucoup les uns des autres. Elle a également réitéré que le mécanisme de la Coopération Sud-Sud (CSS), qui œuvre sous la houlette du PPD, devrait être renforcé davantage pour accélérer la réalisation des engagements de Nairobi.

Elle a ajouté, qu'en sa qualité de président actuel de l'Union africaine, le président sud-africain appuie le dividende démographique, sous toutes ses formes, car les jeunes sont les atouts potentiels pour introduire les changements de demain.

Elle a conclu son intervention en déclarant que la pandémie actuelle a démontré la fragilité de nos systèmes, prouvé la vulnérabilité de nos systèmes de santé, exacerbé les inégalités structurelles et engravé la dégradation de l'environnement, des constats auxquels il faut s'attaquer et rectifier avec la plus grande vigueur et de toute urgence.



## **RENFORCER LE RÉSEAUTAGE ET LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE**

### **Bureau des nations Unies pour la Coopération Sud-Sud (UNOSSC)**

Suite à la signature du protocole d'accord entre le PPD et l'UNOSSC, en septembre 2019, plusieurs activités de collaboration commune ont été mises en œuvre en 202, et ce en matière d'échange de connaissances, d'expérience, d'expertise, de documentation et de partage des meilleures pratiques dans les domaines de la santé reproductive, de la population et du développement, le tout dans le cadre de la Coopération Sud-Sud.

#### **Le UNOSSC Galaxy a publié 2 Meilleures Pratiques du PPD enregistrées au Kenya et en Tunisie**

Les meilleures pratiques sont affichées sur le programme ENGAGE, élaboré par le Conseil National Council pour la Population et le Développement (CNPd), du Kenya, avec l'appui du Population Reference Bureau (PRB), et ce dans le cadre du projet PACE (Policy Advocacy and Communication Enhanced for Population and Reproductive Health).



La boîte à outils, employée pour la présentation du programme ENGAGE, offre les meilleures connaissances disponibles et offre la plateforme la plus pratique pour la diffusion des informations servant de catalyseur, pour entamer et stimuler les dialogues stratégiques. Cette même plateforme est utilisée pour assurer la promotion des programmes et politiques et organiser le plaidoyer inhérents aux programmes de la PSE au Kenya.

La meilleure pratique sur la "Stratégie de services mobiles pour la planning familial et la santé maternelle", qui a révolutionné le programme de santé reproductive en Tunisie, a été répertoriée et publiée sur la plateforme Galaxy de l'UNOSSC. L'objectif global de ce programme est de stabiliser la croissance de la population et de la maintenir dans des proportions raisonnables. Dès le début, le programme d'éducation a été précédé, ou accompagné, par les modules de services appliqués au PF. Le choix, adopté par les membres du personnel, était soit intégrée au sein des équipes mobiles, soit réalisée par des unités indépendantes dédiées précisément à l'éducation. Parmi les enseignements tirés, on peut se référer à la gestion des unités mobiles, effectuée sur la base de règles organisationnelles claires et écrites, et à des mesures visant à une meilleure rentabilité, ainsi qu'à la mise en place d'une équipe soudée et bien agissante constituée de prestataires de services.

## Programmes de partenariat avec la Ligue des Etats Arabes

Le PPD et la Ligue des États arabes ont procédé, pour la première fois, à la signature d'un protocole d'accord, et ce à l'occasion de la 2e réunion du Conseil arabe de la population, qui s'est tenue, sous forme de webinaire, à la date du 21 décembre 2020.



Les domaines de collaboration envisagés, selon le protocole d'accord, comprennent le renforcement des capacités, l'échange d'informations, la réalisation d'études conjointes, ainsi que la publication de rapports, le développement de projets conjoints, la mobilisation et l'exploitation de ressources, l'invitation de l'autre partie à participer, en tant qu'observateur, à des réunions portant sur des questions d'intérêt commun. A cela, il faudrait ajouter la constitution d'un comité conjoint de haut niveau qui sera chargé de l'examen des programmes de l'autre partie et en tirer les enseignements qui se doivent, etc... La mise en œuvre des termes de ce protocole d'accord pourrait être extrêmement bénéfique aux deux institutions.



## RENFORCER LA CAPACITE DE GESTION DU PPD

Grâce aux transformations conceptuelles et à la numérisation des activités, que le PPD a réussi à introduire, la gestion de l'institution est devenue plus rapide, plus simple et plus efficace. En outre, et tout en étant en phase avec le rythme des changements, vécus à l'échelle internationale, le PPD est parvenu à accélérer sa capacité de gestion de l'institution, et ce par le biais d'un certain nombre d'initiatives innovantes telles que la réorganisation et la reclassification de ses archives, la rationalisation de son registre central, la mise en place d'un système de code-barres pour l'ensemble de ses actifs fixes, la sécurisation de ses infrastructures et de ses actifs périphériques par le biais d'une assurance tierce partie, l'encouragement et le renforcement des capacités du personnel, une approche qui passe impérativement par tout un programme de formations et d'incitations. Sur la base de l'évaluation annuelle des performances de 2020, par exemple, le PPD a décerné le prix de la meilleure performance à un membre du personnel professionnel et à un membre du personnel de soutien administratif. Cette initiative a renforcé la motivation et inculqué la prise de conscience parmi les membres du personnel pour qu'ils travaillent avec plus de dévouement. Tout comme ces efforts ont permis d'améliorer considérablement le système de gestion du DPP l'année dernière, on espère qu'il en sera de même à l'avenir, et ce en vue d'établir un système de gestion administrative, financière et de programme transparente et sereine au sein de l'Organisation.

## RENFORCER LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU SECRETARIAT PPD

L'un des principaux mandats du Secrétariat du PPD est de fonctionner comme point central qui sera utilisé pour la mise en réseau et l'échange d'informations pour les pays membres du PPD, les partenaires collaborateurs, les autres parties prenantes et les bénéficiaires dans le monde entier. Dès le début du fonctionnement institutionnel de son Secrétariat à Dhaka, le PPD a toujours assuré une utilisation optimale de la technologie de l'information avec du matériel de pointe, des logiciels très sophistiqués et des experts éminemment qualifiés pour la diffusion instantanée de l'information. A tout cela, viennent s'ajouter d'autres ressources de connaissances générées grâce à la gouvernance, la gestion, le programme, la communication, d'autres départements du Secrétariat et les pays membres, principalement par le biais de son site Web de renommée mondiale [[www.partners-popdev.org](http://www.partners-popdev.org)], entre autres.

### Activités TI du Secrétariat

Le département des TI constitue la pierre angulaire régissant le mandat du Secrétariat qui fonctionne comme un centre d'information entre les pays membres, les autres partenaires et toutes les parties prenantes. Après l'apparition de la pandémie COVID-19, le département informatique a conçu une nouvelle page Web sur le COVID-19. Cette page a été affichée sur le site du Secrétariat du DPP et le département TI n'a cessé de télécharger les documents sur les stratégies les plus réussies, les technologies les plus sophistiquées et les expériences et l'expertise les plus solides que le gouvernement chinois a acquis dans le cadre du confinement, contrôle, traitement et prévention de nouveaux traitements contre les infections dues à la COVID-19 en Chine. Le Secrétariat a également diffusé les liens Internet pertinents aux pays membres afin qu'ils puissent accéder aux documents et utiliser les connaissances acquises dans la lutte contre la pandémie dans leurs pays respectifs.

Le Bangladesh a connu de nombreux cas de contaminations, dont plus de la moitié à Dhaka et dans les zones suburbaines adjacentes, obligeant ainsi les organisations, y compris le Secrétariat du PPD, à travailler à domicile et en se rabattant sur les technologies Internet fournies par le Département des TI. Le Secrétariat du PPD a instauré la tradition de la réunion hebdomadaire du personnel dans le Secrétariat, un processus qui a été poursuivi sans interruption et en travaillant à domicile en utilisant le Zoom Link. Tous ces liens et ces facilités sont fournis et hébergés par le Département TI.

### Note Conceptuelle sur le thème “Présentation bilingue du site Web PPD”:

Actuellement, le contenu du site Web est disponible uniquement en langue anglaise, ce qui prive les pays membres francophones de bénéficier du référentiel des ressources disponibles sur le site Web de PPD. A cet effet, une note conceptuelle a été élaborée pour présenter toutes les ressources du PPD et organiser tous les événements du PPD concomitamment en langue française et anglaise. Cette demande, qui est pleinement justifiée et légale, provient des pays francophones et constitue une exigence particulière de la part du Secrétariat du PPD.



## **Page Spéciale à propos de la COVID-19 sur le site Web du PPD:**

La Chine a réussi à vaincre la pandémie de COVID-19 chez elle. En outre, le DPP a conçu une page spéciale sur le site Internet du DPP réservé pour la COVID-19, et ce pour partager les succès chinois, les directives et les protocoles dans la prévention, le confinement, le contrôle et l'éradication de la pandémie de la COVID-19. Un manuel sur la prévention et le traitement de la COVID-19 a également été mis en ligne sur cette page. La même page est liée à une petite bannière intitulée "COVID-19 : Partage des Meilleures Pratiques Provenant de la Chine " comme affiché dans le coin supérieur gauche de la page d'accueil.

<http://www.partners-popdev.org/covid-19/>

## **Page Spéciale sur la situation de la COVID-19 sur le site Web réservé aux pays membres PPD:**

Une autre page web a été conçue pour mettre à jour et partager la situation actuelle de la COVID-19 dans les pays membres du PPD. Cette page est liée à une bannière en haut à droite du site web du PPD pour être facilement identifiée et consultée. Cette page, qui présente une démonstration graphique portant sur la situation actuelle de la COVID-19 dans les Pays Membres, a été mise à jour sur une base hebdomadaire. Les ressources obtenues des pays membres concernant les derniers développement de la COVID-19 ont également été téléchargées sur cette page.

<http://www.partners-popdev.org/covid-19-situation-in-ppd-member-countries/>

## **Réunion en ligne pour le personnel:**

La réunion hebdomadaire du personnel a été instituée comme l'une des activités régulières organisée au Secrétariat du DPP, et ce pour assurer le suivi du progrès des activités en cours pour la mise en œuvre du plan de travail annuel et mener d'autres activités y afférant. Auparavant, la réunion se tenait au bureau tous les mardis, où tous les membres du personnel ont l'habitude de présenter un rapport sur l'état d'avancement des activités qui leur sont assignées. Toutefois, les fermetures et les restrictions imposées, suite à l'apparition de la COVID-19, ont contraint les membres du personnel à adopter le système de télé-travail. Par conséquent, les réunions hebdomadaires du personnel ont été organisées en ligne, tout en respectant le même horaire, grâce au système Zoom Links.

**Réunion virtuelle du PPD sur la gouvernance:** Le PPD organise, chaque année, une réunion du Conseil d'Administration, une réunion du Comité Exécutif et une réunion des Coordinateurs des Pays Partenaires (CCPP). Il organise aussi une réunion semestrielle du Comité Exécutif à laquelle sont conviés tous les membres du conseil d'administration, les coordinateurs des pays partenaires (CPP) et les délégués des pays pour y participer en personne. En outre, et en raison des restrictions de voyage imposées par la COVID-19, y compris les interdictions imposées sur les assemblées et les rassemblements physiques, les événements de la gouvernance, initialement programmés de cette année, ont été organisés virtuellement à l'aide de connexions Zoom Link. Les services d'interprétation simultanées des débats en anglais, français, chinois et espagnol ont également été organisés en ligne, et ce par le biais du même système Zoom. En outre, et pour la première fois, des certificats de présence ont été remis aux participants à la réunion des CPP en reconnaissance de leur contribution au PPD.

**17ème Conférence Internationale Interministérielle virtuelle sur la Coopération Sud-Sud en matière de Population et de Développement:** Le PPD organise chaque année une conférence internationale interministérielle sur la coopération Sud-Sud en matière de population et de développement, et ce conjointement avec les réunions annuelles sur la gouvernance. La Conférence Internationale Interministérielle de 2020 a été organisée virtuellement sous le titre de "Engagements de Nairobi et l'Agenda 2030: Bilan et Perspectives d'Avenir pendant la période post-crise COVID-19". La conférence a été parrainée conjointement par les Partenaires du PPD, le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et la Commission Nationale de la Santé (CNS) de Chine. La même conférence s'est déroulée en trois sessions séparées et à trois dates différentes, le 19 novembre, le 17 novembre et le 8 décembre 2020. De même, une page web dédiée à la Conférence a été conçue pour permettre l'inscription en ligne et le téléchargement de toutes les informations nécessaires. Immédiatement après la clôture de la conférence, toutes les présentations audiovisuelles, les discours, les interventions des modérateurs, et autres interventions faites par le président, les orateurs principaux, les panélistes et les participants, ont été téléchargées sur le site Web.:

<http://www.partners-popdev.org/17iimc2020/>





## REALISATIONS ADMINISTRATIVES

### Système de Gestion des Actifs PPD

Le système manuel de gestion des actifs, dont disposait le Secrétariat DPP, n'a jamais été exhaustif et n'a pas aidé la direction, non plus, à prendre des décisions éclairées au moment opportun et à les remplacer par un nouveau système d'approvisionnement. Il s'agit également d'une observation d'audit, qui a été soulevée depuis plusieurs années sans pour autant être traitée. L'aliénation et l'acquisition, en temps opportun, des biens se reflètent également sur les performances du personnel. Le Directeur Exécutif du PPD a institué une gestion numérisée des actifs, et ce en introduisant un système de code-barres qui reflète l'acquisition, la maintenance, la dépréciation, le déclassement, l'élimination tant que cela est nécessaire. Cette approche permettra également d'améliorer les performances et de réduire les coûts opérationnels.

### Constitution des comités supérieurs de gestion, des marchés publics et de discipline

Comme il est consigné dans les manuels de politique de gestion et recommandé par le Conseil d'Administration, le Secrétariat du PPD a constitué des comités de gestion, de passation de marchés et de discipline. Ces comités sont composés des chefs des différentes unités du Secrétariat sous la houlette du Directeur Exécutif. En outre, ces comités d'œuvrer, superviser et examiner leurs activités respectives, et ce conformément à leurs termes de référence (TOR). Ils seront également appelés à soumettre des recommandations consensuelles au Directeur Exécutif pour approbation et mise en œuvre à une étape ultérieure.



## **Formalisation de l'exonération fiscale du Secrétariat du PPD par le Gouvernement du Bangladesh**

Selon les dispositions du protocole d'accord bilatéral, conclu entre le gouvernement du Bangladesh et le Conseil d'Administration du PPD, et conformément au statut diplomatique que le gouvernement du Bangladesh a accordé au PPD, le Secrétariat de la PPD a le droit de bénéficier d'une exonération du paiement de toutes sortes de taxes au gouvernement du Bangladesh. Par conséquent, le Secrétariat du PPD n'a pas payé de taxes sur toutes les transactions financières qu'il avait conclues. Mais cette décision n'a jamais été concrétisée par l'obtention d'un certificat d'exonération fiscale ou par l'inclusion du PPD en tant qu'organisation internationale intergouvernementale (OIG) dans le décret réglementaire statutaire (DRS) régi par l'autorité réglementaire concernée, l'Office National des Recettes (ONR), opérant sous l'égide du Ministère des Finances du gouvernement du Bangladesh, qui a fait l'objet de plusieurs opérations d'audit ces dernières années. Dans le même ordre d'idées, le Directeur Exécutif a pris les mesures nécessaires en vue d'obtenir un certificat d'exonération fiscale / l'inclusion du PPD dans le DRS par le biais du ministère de chargé de traiter avec le PPD, le Ministère de la Santé et du Bien-être Familial du gouvernement du Bangladesh. A ce stage, et vu que cette procédure prend beaucoup de temps avant d'être mise en œuvre, le dossier a enregistré bien des progrès grâce à l'aide précieuse généreusement offerte par l'honorable membre du Conseil d'Administration et le Coordinateur du Pays Partenaire (CPP) du Bangladesh.

## **Rationalisation du régime de couverture d'assurance maladie du personnel**

Conformément aux politiques appliquées à l'égard du personnel PPD, les membres du personnel du Secrétariat bénéficient d'un contrat d'assurance de couverture maladie. Ce contrat, qui est conclus en accord avec les Nations Unies et les organisations internationales, prend effet par le biais d'une police d'assurance collective établie avec CIGNA - une compagnie d'assurance internationale basée à Bruxelles – et dont le maintien nécessite l'approbation de l'Autorité de régulation des assurances du Bangladesh (BIRA), qui découle de l'implication d'un organisme international dans cet accord. De même, le système d'assurance maladie du personnel a été rationalisé en obtenant l'approbation de l'autorité compétente (BIRA) comme mentionné ci-dessus, chose qui était prévue depuis longtemps.

## **Amélioration du système de télécommunications du Secrétariat**

Afin d'améliorer le système de télécommunications du Secrétariat, dans le pays hôte et avec les pays membres et les partenaires internationaux, le Secrétariat du PPD a converti ses toutes ses téléphones en lignes téléphoniques numériques à huit chiffres pour qu'elles deviennent plus sophistiquées et plus facilement accessibles. Trois des huit connexions ont déjà été converties et les cinq autres le seront au cours du prochain exercice fiscal.

## **Amélioration du système de conformité en matière de sécurité**

Suite à l'installation dans le bâtiment du Secrétariat, dès le départ, d'un système de prévention et d'extinction d'incendies des plus avancés et des plus modernes, le dispositif de sécurité supplémentaire, comme l'issue de secours, n'a pas été jugé utile. Toutefois, et afin d'assurer une conformité complète en matière de sécurité, le Secrétariat a procédé à l'installation d'une issue de secours. Ce chantier progresse rapidement et sera opérationnel au cours du prochain exercice.

## **Approche du Secrétariat PPD pour se fixer sur l'appellation "PPD South-South Avenue".**

Profitant d'apport offert par le Ministère de la Santé et de la Famille, le Secrétariat du PPD a œuvré en tandem avec l'Autorité de la Corporation de la Ville pour désigner la route d'accès au complexe de bureaux du Secrétariat comme "PPD South- South Avenue". Cet effort constituera un plaidoyer continu et contribuera au renforcement de l'esprit de fierté et de gloire au sein de l'Organisation. Aussi, et avec l'aide gracieuse de l'honorable membre du Conseil d'Administration du Bangladesh et du Coordinateur du Pays Partenaire (CPP), il est prévu que cette initiative soit couronnée de succès au cours de l'exercice financier 2021.



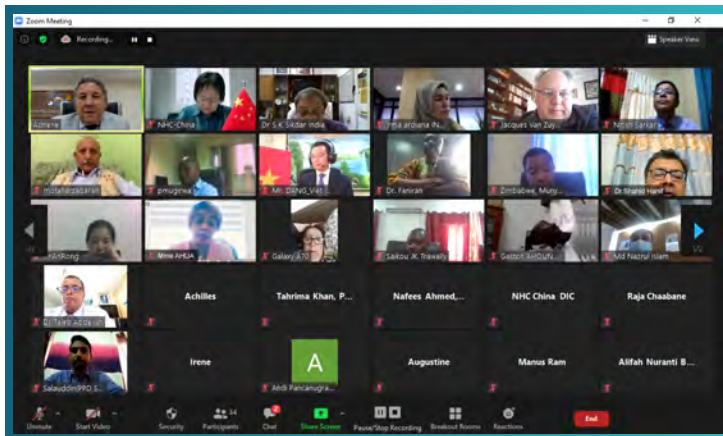
## AMELIORER LE SYSTEME DE GESTION FINANCIERE DU SECRETARIAT PPD

Malgré l'apparition de la pandémie COVID-10 la plus meurtrière jamais connue dans l'histoire de l'humanité, et qui a frappé le Bangladesh en mars 2020, le Secrétariat de la PPD a fonctionné de manière régulière, en se rabattant sur le télé-travail. Grâce à cette technologie, le PPD a réussi à organiser toutes les activités, réunions et conférences internes et internationales prévues par le biais de connexions Zoom Link. Les confinements et les restrictions induits par la COVID-19 n'ont fait que le mode d'activité et n'ont pu influencer sur le rythme des activités. Ces restrictions ont plutôt permis aux fonctionnaires de travailler au-delà des heures de bureau, améliorant ainsi, et de manière générale, les performances organisationnelles. De même, Le département financier travaillait de concert avec les autres départements et exerçait ses fonctions dans le strict respect des politiques et règlements financiers. En outre, le département financier a collaboré avec le bureau et la banque pour obtenir les documents financiers pertinents et effectuer les transactions financières nécessaires. Ainsi, et au cours de l'exercice fiscal le plus difficile de l'histoire du PPD, l'Organisation a reçu près de 93% de la contribution des pays membres (pour l'exercice 2020 et les arriérés), et ce par rapport au budget approuvé pour ce qui est des contributions des membres. Par conséquent, on voudrait remercier, du fond du cœur, les Membres du Conseil d'Administration et les CPP pour leur exploit. PPD a également reçu une contribution exceptionnelle du Bangladesh et une partie de la contribution du Nigéria, comme promis auparavant par ce pays, pour participer à la construction des bâtiments du siège PPD. Au cours de l'année 2020, le PPD a réussi à combler la quasi-totalité du déficit enregistré pour la construction du bâtiment, ce qui est une grande réussite et reflète un esprit de gestion efficace pour l'emploi adéquat des fonds. Le PPD a également réglé tous les autres paiements opérationnels exigés par le programme, à la fois au niveau local et international et selon les échéances fixées pour l'exercice 2020. En outre, et malgré la pandémie COVID-19, la mobilisation des ressources a continué à fonctionner selon le rythme fixé pour une bonne gestion financière au cours de l'exercice 2020.

## GOUVERNANCE ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES

### Réunion des Coordinateurs de Pays Partenaires (CPP), 9 Juillet 2020

Les Partenaires en Population et Développement (PPD) ont organisé une Réunion Consultative Virtuelle, au niveau des Coordinateurs des Pays Partenaires (PCCs), et ce le Jeudi 9 Juillet 2020; de 16:00 à 18:00 heures, heure du Bangladesh. La manifestation s'est tenue par le biais de la connexion Zoom Link. Les CPP de 22 pays membres, y compris certains autres fonctionnaires installés dans leurs bureaux respectifs, ont rejoint la réunion consultative virtuelle des CPP et ont eu des discussions très animées, interactives et constructives. La réunion Zoom, qui était modérée par le Directeur Exécutif du PPD, M. Adnene Ben Haj Aissa, a eu un grand succès. La même réunion avait pour objectif d'élaborer un rapport, à l'intention des CPP et de recueillir leurs conseils et leurs avis sur la mise en œuvre des activités précédentes, présentes et futures du PPD, et ce à la lumière des restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19. En outre, la discussion s'est également concentrée sur l'organisation virtuelle de la 25ème réunion du Conseil d'Administration du PPD, de la 35ème réunion du Comité Exécutif et de la 17ème Conférence Internationale Interministérielle (CIIM) sur la Coopération Sud-Sud pour l'année 2020, y compris l'élection des membres du nouveau Comité Exécutif du PPD.



Le Directeur Exécutif du PPD, M. Adnene Ben Haj Aissa a profité de l'allocation de bienvenue qu'il a prononcée pour souligner les principales réalisations de l'organisation au cours du premier semestre de l'année 2020, et ce malgré les conjonctures difficiles imposées par la pandémie de la COVID 19, même si cette conjoncture n'a pas empêché le PPD de programmer plusieurs activités pour le second semestre de l'année en cours. Après l'allocation de



bienvenue donnée par le Directeur Exécutif, la parole fut donnée à M. Nitish Chandra Sarkar, CPP du Bangladesh, à Me Zhang Yang, CPP de la Chine, à M. Jacques van Zuydam, CPP d'Afrique du Sud, au Dr. SK Sikder (représentant Me Vandana Gurnani), CPP de l'Inde, à Me Irma Ardiana (représentant M. Nofrijal), CPP de l'Indonésie, au Dr Sanjo Faniran, CPP du Nigeria et au Dr Munyaradzi Murwira, CPP du Zimbabwe, pour donner leurs interventions. Dans leurs déclarations d'ouverture, les CPP ont brièvement souligné la situation imposée par la COVID-19 dans les pays, y compris les stratégies et les mesures prises par leurs gouvernements respectifs pour endiguer les retombées de la pandémie. Les CPP ont également évoqué les impacts de la pandémie de la COVID-19 sur la santé reproductive, la santé maternelle et infantile, l'égalité au niveau du genre et les conditions socio-économiques des femmes et des filles. A ce stade, il est gratifiant de constater que tous les CPP ont invariablement mentionné la nécessité de fournir des services de santé reproductive, de planning familial et de santé maternelle et infantile dans leur pays, et ce en même temps que les programmes de prévention, de traitement, d'endiguement et de contrôle de la COVID-19. Les CPP ont également soulevé diverses questions liées à la prochaine réunion du Conseil d'Administration, à la conférence interministérielle et l'élection des nouveaux membres du Comité Exécutif du PPD. Après les déclarations individuelles des CPP susmentionnés, la parole fut donnée et d'autres CPP qui ont spontanément pris part aux discussions approfondies pour décrire la situation de leur pays et rappeler les mesures prises, par leurs gouvernements respectifs, pour surmonter les problèmes dus au COVID-19 ainsi que de continuer à prodiguer les services en matière de santé reproductive, de PF, de santé maternelle et infantile et de population. Les CPP ont également profité de cette merveilleuse plateforme pour échanger leurs points de vue sur les questions bilatérales et multilatérales d'intérêt commun.

Etant donné que la 25ème réunion du Conseil d'Administration conduira à l'élection des nouveaux membres du Comité Exécutif pour la session 2021-2023, les CPP ont également discuté et échangé leurs opinions sur le processus électoral à adopter. M. Jacques Van Zuydam, représentant le bureau du Secrétaire du Conseil d'Administration du PPD, a expliqué le processus électoral en détail devant les PCC. Alors que le CPP de la Côte d'Ivoire, Mm AHUA Badou Marina, a demandé l'aide des CPP pour assurer leur performance optimale, en tant que pays nouvellement élus, le CPP du Nigéria, le Dr. Sanjo Faniran, a demandé la parole pour signaler les difficultés d'obtention des visas égyptiens et sud-africains pour que les candidats boursiers puissent participer aux cours, comme proposé, dans ces pays. Les CPP, des pays offrant ces bourses, en l'occurrence l'Egypte et l'Afrique du Sud, ont demandé de les tenir au courant de toute difficulté et se sont engagés à analyser davantage la question et redoubler d'efforts pour simplifier le processus de mise en œuvre du programme de bourses.

### 35<sup>e</sup> réunion du Comité Exécutif et 25<sup>e</sup> réunion annuelle du Conseil d'Administration

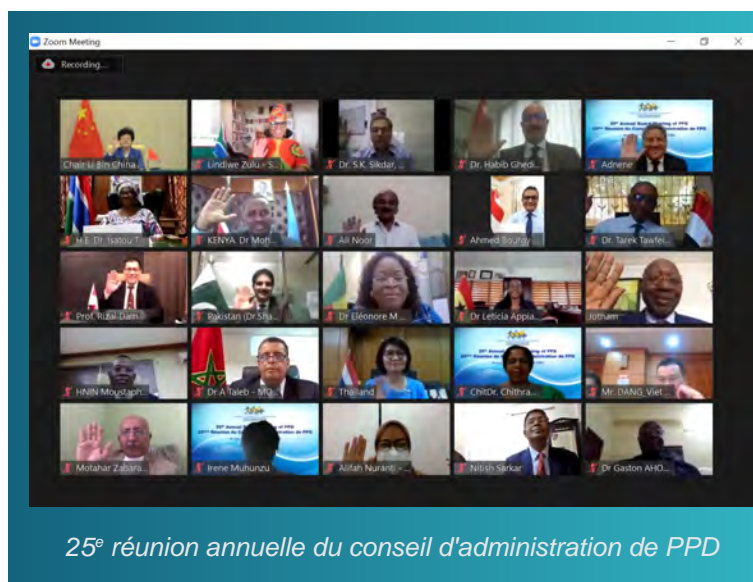
La 35e réunion du Comité Exécutif et la 25e réunion annuelle du Conseil d'Administration se sont tenues, virtuellement, les 14 et 16 octobre 2020, respectivement.

Les décisions et recommandations, issues de ces réunions de gouvernance, ont été consignées dans les procès-verbaux et diffusées auprès des membres du Conseil et ceux du Comité Exécutif, ainsi que les CPP. En plus de l'examen des questions liées à la gouvernance, à la gestion administrative et financière du Secrétariat et aux réalisations de 2020, le Conseil a approuvé le plan de travail et le budget du PPD pour 2021. Le Conseil d'Administration a bien apprécié les résultats remarquables obtenus en 2020, et ce malgré les restrictions imposées par la pandémie de COVID-19.

Le Conseil d'Administration a particulièrement félicité le Directeur Exécutif et le personnel pour avoir rapidement conçu un mécanisme de travail virtuel alternatif et s'être







adapté à la nouvelle situation et sans nuire aux performances de l'Organisation. Le Conseil d'Administration a aussi exprimé sa satisfaction quant au large éventail d'activités mises en œuvre dans les pays, et notamment la documentation des meilleures pratiques dans 9 pays pour faciliter le partage des expériences réussies entre les pays membres et le renforcement du processus de Coopération Sud-Sud dans 10 pays, et ce en organisant des réunions de travail nationales pour impulser la réalisation des engagements pris par les pays lors du Sommet de la CIPD25 à Nairobi.

Le fait saillant, de la réunion de la gouvernance 2020, a été l'élection des nouveaux membres du Comité Exécutif (les membres du bureau) de l'Organisation pour la session de 2021 à 2023. Les membres du Conseil a élu par consensus et

l'unanimité l'Afrique du Sud comme président, la Chine comme vice-présidente, la Tunisie comme secrétaire et l'Indonésie comme Trésorier, et ce pour la session 2021-2023. Le Bénin, l'Inde, le Kenya et le Mexique ont également été élus en tant que membres distingués. En outre, et en sa qualité de pays hôte du siège PPD, le Bangladesh est considéré comme membre permanent au sein de l'Organisation.

## Le PPD souhaite la bienvenue à tous les nouveaux membres du Conseil, du Comité Exécutif ainsi qu'aux Coordinateur des Pays Partenaires (CPP)

L'année 2020 aura connu des changements, au niveau des portefeuilles du Conseil PPD et de l'équipe des CPP, comme suit :

### Nouveaux membres du Conseil:

Chine:	H.E. Dr. Yu Xuejun, Hon. Vice Ministre de la Commission Nationale de la Santé
Ethiopie:	H.E. Dr. Lia Tadesse, Hon. Ministre Fédéral de la Santé
Jordanie:	H.E. Dr. Nathir Obeidat, Ministre de la Santé
Pakistan:	H.E. Dr. Faisal Sultan, Ministre des Services, Réglementations et Coordination de la Santé
Zimbabwe:	H.E. Dr. C. Chiwenga, Hon. Vice Président de la République du Zimbabwe

### Nouveaux Coordinateur des Pays Partenaires (CPP)

Ethiopie:	Dr. Ruth Nigatu
Gambie:	Me. Mariama Fanneh
Indonésie:	Prof. Dr. Muhammad Rizal Damanik
Sri Lanka:	Dr. Chithramalee De Silva
Côte d'Ivoire:	Me. AHUA Badou Marina.



## PROGRAMMES MIS EN OEUVRE PAR LE BUREAU REGIONAL PPD POUR



## Introduction

Ce rapport donne une description des activités que le BRA PPD a pu entreprendre au cours de l'année 2020. Les deux premiers trimestres de l'année ont été des mois d'inaction, suite à l'effondrement quasi total dans de nombreux pays du domaine d'action du BRA en raison de la pandémie COVID-19. En effet, la COVID-19 a été une occasion propice pour tester la capacité du PPD BRA à s'adapter à la nouvelle normalité dans la conduite des affaires avec des réunions virtuelles comme meilleure alternative pour remplacer les réunions physiques. A ce titre, et au cours de l'année, le BRA a contribué de manière significative à l'amélioration de la politique et l'environnement financier suivis à propos de la SR/PF en Afrique. De même, nous sommes parties du contexte disponible pour continuer à concevoir et à mettre en œuvre des activités centrées autour de trois axes stratégiques de 1) plaidoyer et élaboration des stratégies préconisées; 2) renforcement des capacités institutionnelles de inhérent à la Coopération Sud-Sud (CSS) et 3) création de programmes de partenariat et de relations de collaboration. Les activités visaient à faire des domaines de la santé reproductive et planning familial (SR/PF) des centres d'intérêts, et ce comme des consigné dans les agendas de développement nationaux, à renforcer la responsabilité de la mise en œuvre des engagements en matière de SR/PF, comme promis par différents pays et à plaider pour une augmentation des fonds, collectés à l'échelle nationale et internationale, en faveur des programmes de SR/PF. Une description des activités mises en œuvre, et de leurs résultats est présentée ci-dessous:

## La 10<sup>ème</sup> Réunion de Coordination pour le Réseau de la Santé Reproductive en Afrique de l'Est (EARHN)

EARHN, qui est un réseau régional de plaidoyer sud-sud, a été formé dans le but de plaider pour l'amélioration de la santé reproductive/planning familial (SR/PF), de la population et pour impulser les efforts de développement dans la région de l'Afrique de l'Est. Les membres du réseau EARHN viennent actuellement 7 pays: l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda, le Burundi, l'Ethiopie et le Sud-Soudan. Le travail d'EARHN s'inspire du plan stratégique 2017 – 2021, tel que préconisé par EARHN, et qui bénéficie de l'apport prodigué par le Bureau Régional pour l'Afrique (BRA).

Depuis 2008, le PPD BRA organise, annuellement, des réunions de coordination dans le cadre du réseau EARHN, et ce avec la participation des personnes focales EARHN, des personnes techniques des ministères de la Santé et du Plan, des représentants de la société civile et d'autres parties prenantes impliquées dans les programmes de plaidoyer en matière de SMI, RH/PF. Les réunions sont organisées pour faciliter le partage et vulgariser l'apprentissage des bonnes pratiques entre les pays de la région, tout en mettant en évidence certaines bonnes pratiques adoptées et leçons tirées qui peuvent potentiellement être adaptées et reproduites par d'autres pays. Tous ces efforts sont déployés dans le but d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé reproductive et de planning familial. La réunion de 2020 a été organisée virtuellement le mercredi 12 août 2020. Il s'agissait de la 10<sup>ème</sup> réunion, de toute une série, qui est organisée par le BRA et les partenaires. La réunion a enregistré une participation de 100% pour tous les pays membres de l'EARHN. La réunion a également permis de partager des expériences sur le maintien de l'élan relatif la gestion et la mise en œuvre du programmes de santé reproductive et de santé maternelle et infantile en plein milieu de la COVID 19; de discuter et de partager les progrès réalisés et les expériences acquises, par les pays, dans la mise en œuvre du plan stratégique EARHN (2017 - 2021); ainsi que de discuter et de convenir de solutions pratiques pour une mise en œuvre efficace du plan stratégique EARHN 2017 - 2021 en dépit de la crise du COVID 19. Lors de cette manifestation, l'accent a été mis sur la documentation et l'apprentissage ainsi que sur l'organisation continue de réunions virtuelles et de forums de partage de savoir et d'informations.

## Réunion du Réseau des Commissions Parlementaires Africaines pour la Santé (NEAPACOH)

Chaque année, le PPD ARO, œuvre en collaboration avec le NEAPACOH et ses partenaires, pour organiser la réunion du NEAPACOH. Les participants à la réunion sont des parlementaires qui président, ou qui sont membres,



des commissions parlementaires de la santé et de leurs membres, ainsi que des partenaires du développement, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes impliquées dans les programmes de planning familial, de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente (RMNCAH). La réunion NEAPACOH 2020 était hybride, les participants ougandais y assistant physiquement et les participants des autres pays y assistant virtuellement les 28 et 29 octobre 2020. Le thème de la réunion était "Améliorer l'accès universel aux services de santé reproductive et de PF pour atteindre le PA-CIPD et les ODD dans le contexte de la pandémie de COVID-19." Lors de cette manifestation, le Prof. Francis Omaswa, Directeur Exécutif du Centre Africain pour la Santé Mondiale et la Transformation Sociale (ACHEST), a prononcé un discours liminaire. En outre, la réunion a été honorée par la présence du Ministre d'État ougandais pour le logement, Hon Dr Chris Baryomunsi, qui a officiellement ouvert la réunion, ainsi que le Directeur Exécutif du PPD, qui est intervenu, lors des sessions d'ouverture et de clôture de la réunion. Au cours de la même réunion, les pays ont pris connaissance des réalisations accomplies et des leçons tirées dans la mise en œuvre des engagements de la NEAPACOH, au cours du mois d'octobre 2019, et de l'Appel à l'action de Kampala. Les membres ont été informés des défis auxquels ils sont confrontés, et notamment cette année à cause de la COVID-19, qui en a retardé la mise en œuvre. Plus de 100 participants, issus de 11 pays, ont pris part à la réunion.

## Réunion de suivi avec les membres parlementaires de l'Ouganda sur la mise en œuvre des engagements NEAPACOH

Au cours de la réunion de la NEAPACOH, qui s'est tenue en octobre 2019, les parlementaires ougandais se sont engagés à tenir leurs promesses dans quatre domaines, à savoir tout faire pour que le projet de loi 2019 sur l'assurance maladie nationale (NHI) soit promulgué d'ici janvier 2020; s'engager auprès du ministère de l'Éducation et des Sports / du Secrétariat du Cabinet pour l'adoption de la politique nationale de santé scolaire ; plaider la mise en œuvre de la feuille de route sur le dividende démographique et vulgariser son utilisation; augmenter le budget de la santé de 6,4 % à 15 % ; et clôturer les 16 milliards d'Ushs alloués au programme de planning familial pour acquérir les produits requis par ce programme. Ouvrant avec le concours du FNUAP et de l'APHRC, le PPD BRA a organisé, à la date du 29 juin 2020, une réunion de suivi avec les parlementaires ougandais afin de recevoir des informations sur l'état d'avancements des engagements du NEAPACOH 2019, de discuter et de convenir des actions à entreprendre/de la voie à suivre pour honorer ces engagements. La réunion a également permis d'informer les députés sur le cadre de suivi à propos des engagements du NEAPACOH. Concernant le projet de loi NHI, des consultations sont déjà en cours avec un certain nombre de parties prenantes en Ouganda, y compris un voyage d'étude au Kenya. A cet effet, un certain nombre de recommandations ont été reçues et des leçons tirées pour être intégrées dans le rapport à soumettre, incessamment, au Parlement pour deuxième lecture, débat et adoption au niveau de la loi NHI. Pour ce qui est de la politique de santé scolaire, un projet de rapport sur la politique nationale de santé scolaire a été élaboré, et la direction du bloc parlementaire chargé de la santé a été informée sur l'évaluation de l'impact réglementaire (EIR) de la politique nationale de santé scolaire. Maintenant, il ne reste plus qu'à faire approuver cette politique par le Ministère de la Santé. Pour le budget alloué à la santé, il a augmenté de 5,4 %, passant ainsi de 2595,38 milliards d'Ushs, au cours l'exercice 2019/20, à 2735,96 milliards d'Ushs en 2020/21. Cependant, la part du secteur de la santé dans le budget national total a diminué de 6,4 % à 6,2 %. Les parlementaires continueront toujours à s'engager, auprès des organes appropriés du pouvoir l'exécutif, pour s'assurer que les 16 milliards de shillings alloués au planning familial soient réservés à l'achat de produits requis par le programme de PF.

## Dialogue multisectoriel sur la CIPD@25 Ouganda: Suivi des engagements pris lors du Sommet de Nairobi 2019

Le directeur de programme, qui a assisté à la réunion, a tenu à être informé sur les progrès réalisés au niveau de la réalisation des engagements que l'Ouganda avait pris lors du Sommet de Nairobi 2019. La réunion, qui a été appuyée par le PPD et organisée par le Conseil national de la population, s'est tenue le 8 octobre 2020. Le directeur du programme est intervenu lors de la réunion pour donner une présentation sur le thème "Looking beyond 'business as usual' and tapping into opportunities to realize the commitments".



## Méthodologie de suivi des ressources harmonisée en matière de planning familial pour l'Ouganda

Le PPD BRA a organisé, avec l'appui du FNUAP, des réunions visant à développer une méthodologie harmonisée de suivi des ressources de planning familial pour l'Ouganda. Deux réunions de ce type ont eu lieu en septembre et décembre 2020. Bien que plusieurs parties prenantes du PF aient suivi les ressources de la PF en Ouganda, en vertu des exigences d'une méthodologie standardisée. Actuellement, il n'existe aucune approche commune et approuvée, ni aucune directive/outil pour assurer le suivi des ressources de PF en Ouganda. Cela a induit certains défis tels que les ressources dépensées pour le suivi, même si certaines auraient pu être évitées; le faible taux de gestion de la grande fatigue observée chez les répondants; et certains résultats incohérents tel que rapporté par les différents partenaires. Ces réunions ont donné un projet de rapport de suivi qui est disponible et n'attend que l'approbation du Ministère de la Santé.

Ouvrant en collaboration avec Reproductive Health Uganda (RHU), le PPD BRA a poursuivi la mise en œuvre, au cours du mois de juillet – 2020, de l'initiative Advance Family Planning (AFP). L'initiative est qui est financée par la Fondation Bill et Melinda Gates et par l'institut Gates de la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health. Le but de l'initiative est d'atteindre les objectifs de FP2020 en augmentant le financement du programme du PF, en éliminant les obstacles politiques devant l'application le PF et en améliorant la visibilité autour du programme du PF. Au cours de cette période, le bureau régional le PPD BRA a poursuivi l'organisation des réunions de plaidoyer avec les dirigeants politiques et techniques des districts ougandais, et ce afin de renforcer les capacités des comités de plaidoyer, chargés du planning familial, et d'impulser l'utilisation des services de planning familial et la diffusion des informations parmi les adolescents. Les réunions ont été organisées dans quatre districts: Kamwenge, Lamwo, Budaka et Rukungiri. Les quatre districts ont bénéficié d'un soutien considérable pour établir des groupes de travail focalisés sur de plaidoyer en matière de planning familial. Ces groupes de travail seront chargés également de soutenir l'élan de plaidoyer que le PPD ARO a créé afin de s'assurer que les programmes de planning familial bénéficient des fonds nécessaires, que les obstacles qui entravent l'utilisation du planning familial sont surmontés et que la visibilité, en matière de planning familial, est améliorée.

## Accueil de la réunion des partenaires de l'AFP, du 2 au 6 mars 2020 au Speke Resort Munyonyo, en Ouganda

L'initiative du planning familial avancé (AFP), qui bénéficie du soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates, organise des réunions annuelles pour les Partenaires de l'AFP. Ces réunions sont tenues à tout de rôle dans tous les pays partenaires. La réunion des partenaires de 2020 a été accueillie par le PPD ARO, alors qu'une autre réunion a été tenue en Ouganda pour la mise en œuvre d'un Programme de Santé Reproductive en Ouganda (RHU). La réunion, qui s'est tenue du 2 au 6 mars 2020 au Speke Resort Munyonyo, en Ouganda, a rassemblé plus de 100 participants, venant de différents pays de l'AFP, y compris des représentants du PF et des partenaires en développement. Au cours de la réunion, les participants ont pu partager les progrès, réalisés dans la mise en œuvre des plans nationaux, et prendre part aux "succès rapides" obtenus. La même réunion a constitué une occasion propice pour traiter les questions émergentes, concernant la situation du PF, et ce aux niveaux national et mondial. La réunion des partenaires a donné l'opportunité aux participants de renforcer la synergie entre les partenaires et collaborateurs de l'AFP, maintenir un plaidoyer efficace entre toutes les parties prenantes et assurer un soutien politique et financier pour la réalisation du programme de Planning Familial 2020 (FP2020). Lors de la réunion, le PPD BRA a proposé de partager les priorités de l'AFP, pour la neuvième année de mise en œuvre de ce programme, qui s'étendra d'octobre 2020 à octobre 2021. La manifestation a également offert une occasion propice pour mettre en exergue le sens de la responsabilité, renforcer les capacités de plaidoyer et accorder une importance accrue à l'appropriation de l'agenda du PF au niveau local.



## Atelier d'apprentissage sur l'innovation en matière de santé maternelle et infantile en Afrique

Le PPD ARO est un partenaire dans la mise en œuvre du projet Innovation en matière de santé maternelle et infantile en Afrique (IMCHA), un projet qui est soutenu par le CRDI. IMCHA a pour objectif d'améliorer les résultats en matière de santé maternelle, néonatale et infantile dans les pays ciblés, et ce par le biais d'une production, d'analyses et de synthèses accrues dans les domaines de la recherche pour la mise en œuvre des systèmes de santé. Le projet cherche, également, à impulser le partenariat et renforcer les programmes d'une collaboration accru entre les décideurs et les chercheurs en matière de renforcement des systèmes de santé. Le directeur du programme a participé à un atelier, qui a été organisé au mois de janvier 2020, à Kigali, au Rwanda, avec le concours de l'IMCHA, et auquel ont assisté des membres distingués appartenant à des organisations et projets de recherche dans le domaine de la santé. L'événement, qui s'est concentré sur le partage des expériences et des leçons tirées, pour mieux maîtriser le patrimoine de l'IMCHA et se préparer à l'initiative qui devait se terminer en décembre 2020 avant d'être prolongée jusqu'au mois d'octobre 2021.

## Conférence Canadienne sur la Santé Mondiale

Le directeur du programme a participé à une conférence canadienne virtuelle sur la santé mondiale. La conférence s'est tenue du 19 au 22 octobre 2020. Le directeur du programme a profité de cette occasion pour prendre la parole et mettre l'accent sur la valeur ajoutée que les structures, telles que les organisations spécialisées dans la recherche et la politique de santé (HPRO), peuvent offrir pour l'intégration des données de recherche dans les politiques préconisées.

## 69<sup>ème</sup> Conférence des Ministres de la Santé ECSA-HC

Le directeur du programme a participé à la 69<sup>e</sup> conférence des ministres de la santé de la Communauté de santé d'Afrique de orientale, centrale et australe (ECSA -HC). La conférence s'est tenue à Lusaka, en Zambie, du 19 au 21 février 2020. Elle avait pour thème "Innovation et responsabilité en matière de santé en vue de la mise en oeuvre du régime de couverture sanitaire universelle". Parmi les principaux thèmes abordés lors de la conférence, on peut mentionner les efforts déployés pour améliorer la santé des adolescents et des jeunes, ainsi que la lutte contre les menaces sanitaires émergentes et ré-émergentes, et ce en plus de l'accent qui a été mis sur une "approche régionale unique de la santé" pour gérer les épidémies récurrentes dans la région.



*La 12<sup>ème</sup> réunion du Réseau des comités parlementaires africains de la santé (NEAPACOH 2020) s'est tenue virtuellement - 28-29 octobre 2020*



## **PROGRAMMES MIS EN OEUVRE PAR LE BUREAU PPD CHINE**



L'année 2020, qui fut une année tonitruante pour le monde entier, l'a également été pour le Bureau du Programme PPD Chine. En effet, lors de la propagation de la pandémie COVID-19 dans le monde entier, qui a d'abord commencé par frapper la ville de Wuhan dans la province de Hubei en Chine, le Bureau PPD n'a pas pu se concentrer sur ses activités traditionnelles et n'a pu parvenir à renforcer les capacités nationales et internationales. Toutefois, et poursuivant sa collaboration avec d'autres organisations de développement humain basées dans le pays, le Bureau du Programme PPD Chine a mobilisé toutes ses ressources humaines et matérielles dans la contre l'épidémie la plus meurtrière pour et parvenir à prévenir, contenir, contrôler et éradiquer ce virus dévastateur de la Chine. En outre, et bien que l'épidémie ait éclaté dans une seule province de toutes les provinces chinoises, le pays tout entier s'est mobilisé pour participer aux efforts de cette résistance, enregistrant ainsi un succès des plus éclatants dans la libération du pays de ce genre de fléaux.

Cette année, et, avec les concours et le soutien contant du Secrétariat du PPD, de la Commission Nationale de la Santé (CNS) de Chine et de nombreuses autres institutions et organisations nationales et internationales, le Bureau du Programme PPD Chine a fait des efforts considérables pour relever le défi de la COVID-19. Cette approche s'est traduite par l'adoption de nouvelles techniques dans la lutte contre la crise et le désir de s'acquitter de cette tâche dans la meilleure des conditions. Partant, tout d'abord, du principe qu'il fait partie intégrante du système de services de santé, le Bureau du Programme PPD Chine s'est inspiré d'une maxime traditionnellement établie et qui dit que **"Là où il y a une épidémie, il y a un ordre. Ainsi, et pour endiguer et contrôler cette épidémie, il faut assumer sa responsabilité"**. Ainsi, le bureau s'est inspiré de cette maxime pour s'engager dans la lutte contre la pandémie. De même, il convient de mentionner ici que l'histoire de la civilisation chinoise, vieille de plusieurs millénaires, regorge de maximes de sagesse, qui servent de source intarissable pour trouver des solutions pratiques aux problèmes quotidiens. En outre, et bien que le bureau du PPD Chine n'ait pas pu se situer battre sur la ligne de front comme l'a fait le personnel médical, le bureau est entré en contact avec les communautés de base dès que la pandémie a éclaté, et ce pour se porter volontaire et servir la population de base pendant la pire pandémie de l'histoire humaine. Force est constater ici également, que le Bureau a fait de son mieux et n'a épargné aucun effort pour venir en aide à la population et prévenir contre tous les risques possibles de la pandémie.

Deuxièmement, le Bureau PPD Chine a participé activement à la préparation de la directive sur les soins de santé familiale, contribuant ainsi à transformer cette directive en une brise douce qui souffle allègrement sur des milliers de foyers chinois et y sauvegarder des milliers de vies humaines. En 2021, avec le généreux apport de la Commission Nationale de la Santé, du Ministère du Commerce et du Gouvernement Local de Taicang, le Bureau PPD Chine a pu poursuivre ses efforts pour servir de plateforme dynamique en Chine pour maintenir le contact avec d'autres pays et régions. Le rôle du Bureau a été des plus précieux pour relever les nouveaux défis, posés par le système de la formation en ligne, et ce impulser le développement et afin de promouvoir davantage la population et le processus de développement.



*Service bénévole dans la communauté locale*



## ANNEXES



# ANNEXE - 1 : APPEL A L'ACTION INTER-MINISTÉRIEL 2020



中华人民共和国国家卫生健康委员会  
National Health Commission of the People's Republic of China



## 17<sup>ème</sup> Conférence Internationale Interministérielle sur la coopération Sud-Sud en matière de Population et Développement : Les engagements de Nairobi et l'Agenda 2030: Bilan et perspectives d'avenir dans l'après-crise de la COVID-19

Nous, les Membres du Conseil d'Administration de Partenaires en Population et Développement (PPD), les représentants des gouvernements des pays membres du PPD, les représentants des pays non membres, du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et d'autres agences des Nations Unies, des organisations internationales, les représentants de la société civile, des organisations non gouvernementales (ONG), des groupes de jeunes, des universités et des médias, avons participé aux sessions tenues les 19 et 27 Novembre et le 8 Décembre 2020, dans le cadre de la 17<sup>ème</sup> Conférence Internationale Interministérielle sur la Coopération Sud-Sud en Population et Développement: les engagements de Nairobi et l'Agenda 2030: Bilan et Perspective pour la Période Post COVID-19, organisée conjointement par Partenaires en Population et Développement (PPD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et la Commission Nationale de la Santé pour la Chine (NHC), adoptons cet Appel à l'Action.

Cette conférence Interministérielle, qui s'est tenue un an après le Sommet de Nairobi sur la CIPD@25 et en plein milieu de la pandémie de coronavirus (COVID-19), avait pour objectif de préconiser, d'offrir un appui politique et de procurer des investissements pour faire face aux impacts générés par le COVID-19 et atteindre l'objectif des "trois zéros" d'ici 2030, et ce grâce à la Coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST).

La Conférence Internationale Interministérielle s'est concentrée sur les thématiques spécifiques relatifs à la mise en oeuvre des engagements de Nairobi en période de post-COVID-19, et a reflété l'engagement des jeunes pour déployer davantage d'efforts par le biais de la Coopération Sud-Sud (SSC), le tout dans le domaine du plaidoyer et de programmation innovante.

Les résolutions, qui ont été adoptées à la conclusion de la Conférence, prouvent que la Coopération Sud-Sud, qui a reçu une impulsion importante avec BAPA+40, est bien nécessaire aujourd'hui et plus que jamais, pour atteindre la CIPD et les objectifs de développement durable (ODD), à l'orée de 2030 et au cours de la période post COVID-19. Par ailleurs, les questions et défis y afférents, en matière de CSS pour la population et la santé reproductive, ainsi que dans la réalisation de la CIPD et des ODD, doivent être spécialement abordés dans le contexte bien précis de la pandémie COVID-19. En outre, des approches innovantes doivent être développées et appliquées afin de mieux s'adapter au nouveau paradigme de la "Nouvelle Normalité" imposée par le COVID-19.

### Nous, Délégués de la Conférence Interministérielle,

**Reconnaissons** l'importance et la valeur du sommet de Nairobi sur la CIPD@25, qui s'est tenue en novembre 2019, au Kenya, pour la réalisation des objectifs de la CIPD et de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

**Réaffirmons** notre engagement collectif envers le multilatéralisme, dans le but de promouvoir l'unité internationale, la solidarité et la coopération multilatérale dans la lutte contre le COVID-19 par des actions efficaces et pertinentes.

**Réaffirmons** les engagements pris par PPD, et ses pays membres, pour accélérer la mise en oeuvre de la CIPD et pour honorer les engagements pris pour atteindre les objectifs des "trois zéros", à savoir, zéro besoin non satisfait



en planning familial, zéro cas de décès maternels évitables, et zéro violence sexiste et pratiques néfastes contre les femmes et les filles, d'ici 2030.

**Reconnaissons** que le COVID-19 est l'une des plus grandes pandémies globales du siècle. Elle a eu des répercussions négatives sur tous les secteurs de la société, et notamment sur la pauvreté, la santé et le bien-être, en plus de l'effet néfaste qu'elle a généré et qui s'est traduit par l'entrave au développement économique et social de tous les pays, et en particulier des pays en développement.

**Notons** avec une profonde inquiétude que les services de planning familial, la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents, sont parmi les prestations de santé essentielles les plus affectées dans les pays du Sud par la COVID-19. De même, force est de constater que, suite au confinement imposé dans les pays et la recrudescence de la tension domestiques accrue, en raison du COVID-19, ont contribué à l'exacerbation du taux de violence à la fois sexuelle et sexiste.

**Reconnaissons** les progrès remarquables, réalisés dans le domaine de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire (CSST), par PPD et ses pays membres et ce afin d'endiguer le fléau du COVID-19, de promouvoir le planning familial, la santé reproductive et maternelle par le partage d'expériences, des dialogues politiques, du renforcement des meilleures pratiques, la mise en oeuvre de projets innovants, l'assistance technique ainsi que le don de matériel et d'équipements médicaux.

**Prenons acte**, avec satisfaction, de la grande contribution, apportée par le FNUAP, le Bureau des Nations Unies pour la Coopération Sud-Sud (ONUCSS), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et d'autres agences des Nations Unies et organismes internationaux, à la promotion du processus de CSS en matière de population et de santé reproductive et maternelle, pour pouvoir faire faces aux dangers imposés par le COVID-19.

**Exprimons** toute notre gratitude pour la direction pertinente et la contribution remarquable de la Présidente du PPD, et apprécions l'apport considérable de tous les autres Membres du Comité Exécutif qui n'ont épargné aucun effort, lors de ces six dernières années, pour faire avancer le CSS et la consolidation de PPD, et en particulier dans les domaines relatifs au renforcement des capacités, de la mobilisation davantage de ressources et de la mise en oeuvre de projets innovants.

**Reconnaissons** que les jeunes ont constitué des équipes d'intervention de première ligne dans la lutte contre le COVID-19 dans le monde entier. Ainsi, la riposte efficace à cette pandémie exige une action mondiale concertée ainsi qu'un engagement significatif de la part des jeunes. Il convient donc de répondre à leurs besoins en matière de santé reproductive et de soutenir leur participation significative dans le processus de décisions sociales et ce dans tous les domaines qui les concernent. La participation significative des jeunes à toutes les décisions qui affectent leur santé et leur bien-être devrait être soutenue, et les bonnes pratiques devraient être encouragées et échangées dans l'esprit de la CSS.

**Réaffirmons** l'importance particulière que revêt la CSS dans le domaine de la population et de la santé reproductive pour atteindre les trois zéros et endiguer le COVID-19. De même, la CSS constitue un mécanisme efficace de coopération horizontale au service du développement, aussi bien dans le secteur public que privé, surtout que cette stratégie s'est avérée pertinente et a permis un apprentissage mutuel entre tous les pays de l'Organisation.

**Réaffirmons** la pertinence et l'importance des domaines stratégiques prioritaires pour la CSS en matière de population et de santé reproductive, tel qu'identifié dans le plan stratégique du PPD (2020-2024), toujours dans le cadre du processus visant à atteindre les "trois zéros" et à répondre aux exigences imposées par le COVID-19. Les sept domaines prioritaires identifiés sont les suivants: population et développement; accès universel à la santé sexuelle et reproductive et planning familial fondée sur les droits, y compris toutes les situations d'urgence humanitaire; santé des femmes, des enfants et des adolescents; prévention de la violence basé sur le genre; vieillissement en bonne santé; migration et droits en SR, santé reproductive et lutte contre la pauvreté, tout en



accordant une attention particulière aux questions émergentes de population.

**Reconnaissons** pleinement la contribution, précieuse et pertinente, de la Présidente sortante du Conseil d'Administration de PPD, ainsi que son dévouement pour la promotion de la CSS parmi les pays membres. Nous lui sommes aussi reconnaissants pour tous les efforts inlassables, qu'elle a déployés, au cours de la 25ème réunion du Conseil d'Administration tenue virtuellement le 16 Octobre 2020, pour atteindre les objectifs de développement durable, approfondir la Coopération Sud-Sud (CSS), et soutenir le développement du PPD, afin de pouvoir répondre aux nouveaux défis auxquels les pays membres de PPD sont confrontés suite à la propagation de la pandémie du COVID-19.

**Reconnaissons** le rôle fondamental et important du FNUAP, de l'OMS, de l'UNOSSC, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres agences des Nations Unies pour catalyser et coordonner les efforts à l'échelle internationale visant à améliorer la santé reproductive, maternelle et infantile, en particulier dans le contexte du COVID-19.

**Demeurons déterminés** à oeuvrer sans relâche pour la promotion de la CSST, et ce dans le contexte de la pandémie COVID-19, en se fondant sur l'unité, la solidarité et la coopération multilatérale renouvelée entre les États et toutes les autres parties prenantes concernées. Nous comptons, également, n'épargner aucun effort, pour mettre pleinement en oeuvre la CIPD et l'Agenda 2030 pour le développement durable et de construire une communauté qui partage des dénominateurs communs en matière de santé.

### **Nous, les délégués de la Conférence Interministérielle,**

**1. Exhortons** les pays membres à intégrer les engagements pris lors du Sommet de Nairobi dans le plan de développement national et à prendre des mesures concrètes, sur la base du Plan Stratégique PPD (2020-2024). Ceci est fondamental pour honorer les engagements par le biais du CSST, en vue d'atteindre la CIPD et les ODD, tel que fixé pour 2030. Pour ce faire, nous sommes tous appelés à se concentrer sur la nécessité de souligner la réalisation des trois zéros et répondre aux questions et défis émergents sur la population et la santé reproductive causés par le COVID-19.

**2. Appelons** les pays membres à redoubler d'efforts pour promouvoir davantage la CSS en matière de population et de santé reproductive, dans le cadre des efforts conjoints visant à promouvoir l'unité, la solidarité et la coopération multilatérale entre les pays, et à intégrer la CSE dans leurs programmes de coopération internationale, car la CSE n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui, alors que les pays sont confrontés à la pandémie COVID-19 et aux changements dramatiques survenus dans le monde au cours du siècle, et qu'aucun pays ne peut gagner la bataille contre la pandémie et bénéficier seul du développement durable. Encourager les pays membres à accroître leur soutien politique au CSD pour la population et la santé reproductive dans leurs déclarations gouvernementales lors d'événements internationaux.

**3. Appelons** les pays membres à assurer une participation et une contribution plus efficace et effective aux activités du PPD et à lancer au moins une activité par an pour la promotion de la CSST.

**4. Lançons un appel** aux pays membres et aux organes des Nations Unies, ainsi qu'aux organisations internationales concernées, à oeuvrer davantage pour la promotion du partage d'expériences ainsi que pour les échanges de connaissances et les dialogues stratégiques en faveur du processus de CSS. Ceci doit se dérouler de manière innovante pour mieux endiguer les risques de la pandémie COVID-19. De même, nous devons faire de notre mieux pour tirer profit des nouvelles technologies numériques comme les webinaires et les ateliers virtuels, ainsi que les réseaux sociaux. Encourager les pays membres à accorder plus d'attention aux approches novatrices et un intérêt particulier aux transferts de technologies pour la coopération sud-sud.



## ANNEXE - 2 : MEMBRES DU CONSEIL



### **Bangladesh**

**S.E. M. Zahid Maleque, Député**

Honorable ministre, Ministère de la santé et du bien-être de la famille (MOHFW)  
Gouvernement de la République populaire du Bangladesh



### **Bénin**

**S.E. Professeur Benjamin I. B. Hounkpatin**

Honorable Ministre de la Santé  
Gouvernement de la République du Bénin



### **Chine**

**S.E. Dr. Li Bin**

Vice-président de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois (CPPCC)  
Gouvernement de la République Populaire de Chine



### **Colombie**

**S.E. Dr. Fernando Ruiz**

Ministre de la santé et de la protection sociale  
Gouvernement de la Colombie



### **Côte d'Ivoire**

**Dr. Moustapha Hinin**

Directeur général, Office national de la population (NPO)  
Ministère de la planification et du développement, Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire



### **Égypte**

**S.E. Hala Mustafa Elsayd Zayed**

Honorable ministre, Ministère de la Santé et de la Population  
Gouvernement de la République Arabe d'Égypte



### **Éthiopie**

**S.E. Dr. Lia Tadesse**

Honorable Ministre, Ministère de la Santé  
République Fédérale Démocratique d'Éthiopie



### **La Gambie**

**S.E. Dr. Issatou Touray**

Honorable Vice-Président  
Gouvernement de la République de Gambie



### **Ghana**

**Dr. Leticia A Appiah, MD, MPH**

Directeur Exécutif, Conseil National de la Population (CNP)  
République du Ghana





## **Inde**

**S.E. Mr. Harsh Vardhan**

Honorable Ministre, Ministère de l'Union de la Santé et de la Famille  
Gouvernement de l'Inde



## **Indonésie**

**S.E. Dr. Hasto Wardoyo, SpOG(K)**

Président du Conseil National de la Population et du Planning Familial (NPFPB-BKKBN)  
Gouvernement de la République d'Indonésie



## **Jordanie**

**S.E. Dr. Natheer Obeidat**

Monsieur le Ministre, Ministère de la santé  
Government of the Hashemite Kingdom of Jordan



## **Kenya**

**Dr. Sheikh Mohamed**

Directeur général du Conseil National pour la Population et le Développement (CNPD)  
Gouvernement du Kenya



## **Mali**

**S.E. Dr. Adama Tiemoko Diarra**

Hon. Ministre de l'Amenagement du Territoire et de la Population  
Membre du Conseil d'Administration  
Gouvernement du Mali, Koulouba



## **Mexique**

**Dr. Gabriela Rodriguez Ramirez**

Hon. Secrétaire général  
Conseil National de la Pêche (CONAPO)  
Ministère de l'Intérieur, Gouvernement du Mexique



## **Maroc**

**S.E. Mr. Khalid Ait Taleb**

Honorable Ministre, Ministère de la Santé  
Gouvernement du Royaume du Maroc



## **Nigeria**

**S.E. Dr. (Mrs) Zainab Samsuna Ahmed**

Monsieur le Ministre du Budget et du Plan Nationale  
Gouvernement de la République Fédérale du Nigeria



## **Pakistan**

**S.E. Dr. Faisal Sultan**

Honorable ministre  
Ministère des Services Nationaux de Santé  
De la Réglementation et de la Coordination  
Gouvernement du Pakistan





### **Sénégal**

**S.E. Mr. Abdoulaye DIOUF SARR**

Hon. Ministre de la Santé et de l'action Sociale  
Gouvernement du Sénégal



### **Afrique du Sud**

**S.E. Mme. Lindiwe Zulu, Députée**

Hon. Ministre du Développement Social,  
Gouvernement de la République d'Afrique du Sud



### **Sri Lanka**

**S.E. Mme. Pavithra Wanniarachchi**

Hon. Ministre de la Santé, de la Nutrition et de la Médecine Indigène  
Gouvernement de la République Socialiste du Sri Lanka



### **Thaïlande**

**Dr. Panpimol Wipulakorn**

Directeur Général du Département de la Santé, Ministère de la Santé Publique  
Gouvernement Royal Thaïlandais



### **Tunisie**

**Prof. Dr. Habib Ghedira**

Président Directeur général, Conseil national de la famille et de la population  
Gouvernement de la Tunisie



### **Ouganda**

**H.E. Mr. David Bahati**

Hon. Ministre d'État aux finances (Planification)  
Gouvernement de la République d'Ouganda



### **Vietnam**

**Dr. Nguyen Doan Tu**

Hon. Directeur général, Office Général de la Population - Planning familial (OGPP)  
Ministère de la santé, Gouvernement de la République socialiste du Vietnam



### **Yemen**

**S.E. Dr. Ahmed Ali Bourji**

Hon. Secrétaire Général, Conseil National de la Population  
Gouvernement de la République du Yémen



### **Zimbabwe**

**S.E. Dr. C. Chiwenga**

Hon. Vice Président  
Gouvernement du Zimbabwe



## ANNEX - 3 : COORDINATEURS DES PAYS PARTENAIRES (CPPs)



### **Bangladesh**

**M. Nitish Chandra Sarkar**

Secrétaire Adjoint, Population, Bien-Etre Familial et Droit  
Division de l'Enseignement Médical et du Bien-Etre Familial (MEFW)  
Ministère de la Santé et du Bien-Etre Familial  
Gouvernement de la République Populaire du Bangladesh



### **Bénin**

**Dr. Desire Gaston AHOUNOU, MD, MPH, MSc**

Médecin de Santé Publique, Epidémiologiste  
Chef Service Planification Familiale,  
Santé des Adolescents et Jeunes  
Direction Santé Mère Enfant (DSME/MS/BENIN)  
Republic du Bénin



### **Chine**

**Mme. Zhang Yang**

Directeur général, Département de la Coopération Internationale  
Commission Nationale de la Santé (NHC)  
Gouvernement de la République Populaire de Chine



### **Côte d'Ivoire**

**Mme. AHUA Badou Marina**

Chef de Département, Bureau National pour la Population  
Ministère du Plan et du Développement, Gouvernement de la Cote d'Ivoire



### **Égypte**

**Dr. Sahar El Sonbaty**

Sous-Secrétaire chargé du Secteur du Planning Familial, Ministère de la Santé et de la Population, Gouvernement de la République Arabe d'Egypte



### **Éthiopie**

**Dr. Yekoyesew Worku**

Directeur Général, Cabinet du ministre, Ministère de la Santé, Gouvernement de la République Démocratique Fédérale d'Ethiopie



### **La Gambie**

**M. Saikou JK Trawally**

Secrétaire Adjoint Technique Permanent  
Cabinet du Vice-Président  
Gouvernement de la République de Gambie



### **Ghana**

**M. Augustine Jongtey Asebra**

Premier Responsable chargé de la Population, Conseil National de la Population (CNP)  
Gouvernement de la République du Ghana





## **Inde**

**Mme. Vandana Gurnani**

Secrétaire Supplémentaire & Directeur de Mission, Mission Nationale de la Santé  
Ministry of Health and Family Welfare  
Gouvernement de l'Inde



## **Indonésie**

**M. Nofrijal, SP, MA**

Secrétaire Principal, Conseil de la Population National et du Planning Familial  
(NPFPP-BKKBN) Gouvernement de la République d'Indonésie



## **Jordanie**

**Dr. May Hani Al-Hadidi**

Président, Spécialité Médecine de Famille, Ministère de la Santé  
Gouvernement du Royaume Hachémite de Jordanie



## **Kenya**

**Mme. Irene Ashikhongo Muhunzu**

Senior Programme OfficerPremier Responsable du programme , au CNPD  
Conseil National pour la Population et leDéveloppement (NCPD)  
Gouvernement du Kenya



## **Mali**

**Madame DIALLO ABSATOU N'DIAYE**

Directeur National pour la Population  
Direction Nationale de la Population, S/C Ministre chargé des Questions  
Démographiques, République du Mali



## **Mexique**

**Dr. Raúl Horacio de Jesús CANTÚ HERNÁNDEZ (Raúl Cantú)**

Secretariat Général du Conseil National de la Population  
Gouvernement du Mexique



## **Maroc**

**Dr. YAHYANE Abdel hakim MD - MPM**

Directeur de la Direction de la Population  
Ministère de la Santé, Royaume du Maroc



## **Nigeria**

**Dr. Sanjo Oladepo Faniran**

Chef, Organe du Système des Nations Unies, Département de la Coopération  
Internationale, Division de la Coopération Economique Multilatérale  
Ministère du Budget et du Planning Familial  
Gouvernement de la République Fédérale du Nigéria



## **Pakistan**

**Dr. Shahid Hanif**

Directeur Général, Division du Programme Démographique  
Ministère des Services, Réglementations et Coordination de la Santé Nationale  
Gouvernement du Pakistan



## Le Sénégal

**Dr. Marie Khemesse**

Directeur Général de la Santé

Ministère de la Santé et de l'Action Sociale

Gouvernement de la République du Sénégal



## Afrique du Sud

**M. Jacques van Zuydam**

Président-Directeur, Population et Développement, Département du Développement Social, Gouvernement de la République de l'Afrique du Sud



## Sri Lanka

**Dr. Chithramalee De Silva**

Directeur, Bureau de la santé Maternelle, la Santé de l'Enfant et la Santé de Famille, Ministère de la Santé, Nutrition et Médecine Indigène

Gouvernement de la République Socialiste Démocratique du Sri Lanka



## Thaïlande

**Dr. Peerayoot Sanugul**

Directeur du Bureau de la Santé Reproductive, Département de la Santé, Ministère de la Santé Publique, Gouvernement Royal de Thaïlande



## Tunisie

**Mme. Raja TOUIL CHAABANE**

Sous Directeur de la Coopération Technique, Office National de la Famille & de la Population (ONFP), Gouvernement de la République Tunisienne



## Ouganda

**Dr. Betty Kyaddondo**

Directeur de Département de la Santé de Famille, Conseil National de la Population Council (CNP), Ministère des Finances, Plan & Développement Economique  
Gouvernement de la République de l'Ouganda



## Vietnam

**M. Luong Quang Dang**

Directeur Adjoint chargé du Département du Personnel

Bureau Général de la Population – Planning Familial (GOPFP)

Ministère de la Santé, Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam



## Yemen

**M. Motahar Ahmed Zabarah**

Secrétaire Général Adjoint, Conseil National de la Population

Gouvernement de la République du Yémen



## Zimbabwe

**Dr. Munyaradzi Murwira**

Directeur Exécutif, Conseil National du Planning Familial du Zimbabwe  
Gouvernement du Zimbabwe



### SECRETARIAT PPD



**M. Adnene Ben Haj Aissa**  
Directeur Exécutif



**Dr. Nazrul Islam**  
Directeur de Programme



**Mme. Jin Anrong**  
Coordinateur de  
Programme International



**M. Khandaker Humayun Kabir  
(Shishir)**  
Chef de Département TI



**M. Mrityunjoy Das**  
Directeur, Administration



**M. Zayedul Hoque**  
Directeur, Plaidoyer  
Et Communication



**Mme. Tahrima Khan**  
Haut Responsable de Programme



**Mme. Amena Khanom**  
Responsable Financier



**M. Md. Salahuddin**  
Assistant Administratif



**Mme. Lota Gomes**  
Secrétaire de Bureau



**M. Kazi Jalal Uddin**  
Chauffeur



**M. Wohiduzzaman**  
Chauffeur



**M. Monjorul Islam**  
Agent de Bureau



**M. Md. Rafiqul Islam**  
Jardinier



## BUREAU REGIONAL PPD pour l'AFRIQUE



**M. Patrick Mugirwa**  
Directeur de Programme



**Mme. Betty Mukyala Oburu**  
Responsable Financier



**Mme. Eva Nakimuli**  
Responsable de Programme



**M. Achilles Kiwanuka**  
Responsable de Programme



**Mme. Brigitte Sanyu**  
Assistante Administrative

## BUREAU du PROGRAMME pour la CHINE



**Mme. Zhu Ying**  
**Jenny Mao**  
**Kelland Shen**  
**James Ke**  
**Jeff Shen**  
**Emmie Jiang**  
**Lily Li**

Directeur  
Responsable de Programme  
Responsable de Programme  
Responsable de Programme  
Responsable de Programme  
Responsable de Programme  
Responsable de Programme





#### **PPD SECRETARIAT**

Partners in Population and Development (PPD)  
Block-f, Plot 17/B&C, Sher-E-Bangla Nagar  
Administrative Zone, Agargaon, Dhaka-1207  
Phone: 0088 02 48117941, 48117938, 48117937  
Fax: 0088 02 9117817  
Email: [partners@ppdsec.org](mailto:partners@ppdsec.org)  
Web: [www.partners-popdev.org](http://www.partners-popdev.org)

#### **PPD AFRICA REGIONAL OFFICE**

Statistics House, Third Floor, Room 3.2  
9 Colville Street, P.O. Box 2666  
Kampala, Uganda  
Telephone: (+256) 414-705-446  
Fax line: (+256) 414-705-454  
Email: [aro@ppdsec.org](mailto:aro@ppdsec.org)  
Web: [www.partners-popdev.org/aro](http://www.partners-popdev.org/aro)

#### **CHINA PROGRAM OFFICE**

No.30 Rd. Dong Xianfu, Taicang,  
Jiangsu, 215400, China,  
Tel: +8651253719188, Fax: +8651253719126



**5. Incitons** le FNUAP, à l'ONUCSS, l'OMS, l'UNICEF, et aux autres organes des Nations Unies concernés, à prodiguer des conseils techniques appropriés en matière de santé reproductive, maternelle et infantile, et ce en réponse à la pandémie COVID-19, car les agences des Nations Unies jouissent d'une bonne confiance auprès des gouvernements et de leur population, et sont capables de fournir les.

**6. Appelons** également les organes des Nations Unies, les organisations internationales et les institutions universitaires concernées à organiser davantage de programmes de recherches scientifiques et de campagnes de sensibilisation sur la santé reproductive, maternelle et infantile, et ce pour pouvoir relever les nouveaux défis et résoudre les autres problèmes générés par la pandémie COVID-19.

**7. Appelons** les pays membres et les autres parties prenantes concernées à élaborer des plans de réponse au COVID-19 qui soient inclusifs et axés sur les jeunes, à continuer d'adopter une approche centrée sur les jeunes et d'assurer leur participation et contribution au-delà de cette crise.

**8. Invitons** les pays membres, les agences des Nations Unies et les organisations internationales concernées à redoubler d'efforts pour renforcer les capacités des pays membres, en matière de CSS et aider à atteindre les objectifs de la CIPD et des ODD. Cet exercice est d'autant plus nécessaire que la propagation du COVID-19 qui ne cesse de prendre des proportions très difficiles à contrôler. Les pays en développement sont appelés à améliorer, systématiquement, leurs capacités nationales en matière de santé reproductive, maternelle et infantile.

**9. Exhortons** les pays membres, les agences concernées des Nations Unies, les organisations internationales, les donateurs et les autres parties prenantes à soutenir davantage le processus de la CSST, à établir plus de programmes de partenariat multilatéraux, à faire preuve de solidarité, à l'échelle internationale, et à soutenir le multilatéralisme, de manière à construire une communauté internationale qui soit plus solide et soudée ; au service de la santé pour tous.

**10. Appelons** les pays membres et les parties prenantes concernées à assurer un financement durable de la CSST pour les programmes de santé reproductive, maternelle et infantile, et ce d'ici 2030. De même, les pays membres se doivent de respecter les engagements pris lors du Sommet de Nairobi et d'accélérer la mise en oeuvre des ODD liés à la SMI et à la santé reproductive, en plus de la nécessité de s'assurer que personne n'est laissée pour compte dans ces moments difficiles et critiques.